

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/19/Add.1

30 avril 1997

(97-1877)

Organe d'examen des politiques commerciales
30 septembre-1er octobre 1996

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

COMPTE RENDU DE LA REUNION

Addendum

Réponses aux questions écrites

En réponse aux questions écrites que les délégations de l'Australie, de l'Union européenne, du Canada, de Hong Kong, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse, du Japon, des Etats-Unis et de l'Argentine ont communiquées à l'Organe d'examen des politiques commerciales pour l'examen concernant la Corée, ainsi qu'aux questions posées par les présentateurs lors de la réunion d'examen, la délégation de la République de Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante.

Réponses additionnelles aux questions thématiques posées par les Membres

(Examen des politiques commerciales de la République de Corée)

1. Australie

Q1. La Corée peut-elle indiquer quelles lois, réglementations et procédures administratives touchant le secteur agricole il lui reste à réviser pour qu'elles soient conformes à l'Accord de l'OMC, et quand elle a l'intention de procéder à cette révision?

S'agissant de la mise en oeuvre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, 15 lois ont déjà été révisées en 1994 et 1995, dont la Loi sur la gestion des céréales vivrières, la Loi sur les produits de l'élevage et la Loi sur la sériciculture.

Q2. Quelles sont les intentions du gouvernement coréen pour la période de 2001 à 2004 en ce qui concerne la déréglementation du secteur agricole, particulièrement de l'industrie de la viande de boeuf, et en ce qui concerne l'ouverture de ce secteur à la concurrence internationale sur la même base que les autres secteurs de l'économie coréenne?

Voir le paragraphe 110 du projet de réponse ci-annexé (l'"ANNEXE") aux questions thématiques posées par les Membres.

Q3. Quelles sont les intentions du gouvernement concernant le fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat, et notamment du rôle qu'elles jouent dans la stabilisation des prix?

Le gouvernement coréen exploite un réseau d'entreprises commerciales d'Etat pour 19 produits, conformément aux Notes 4 et 5 de la Liste de la Corée.

Les entreprises commerciales d'Etat désignées sont seules habilitées à importer et à distribuer les produits soumis à des contingents tarifaires, dans le seul but d'assurer un marché intérieur ordonné des produits importés dont les prix sont caractérisés par un écart important entre le prix intérieur et le prix international.

Q4. La Corée peut-elle expliquer pourquoi elle tarde à instaurer le système de la durée de conservation déterminée par le fabricant pour ce qui est de certains produits?

Le système coréen de la durée de conservation déterminée par le fabricant n'a pu être instauré d'un seul coup. Toutefois, le gouvernement coréen a déjà libéralisé 75 pour cent de tous les produits alimentaires dont le nom figure dans le Code coréen de l'alimentation. Les autres produits seront libéralisés d'ici à 1998, à l'exception des denrées très périssables.

Q5. Quelles mesures le gouvernement coréen se propose-t-il de mettre en place afin d'aligner les prix intérieurs coréens sur les prix internationaux?

Voir les paragraphes 93 et 94.

Q6. La Corée pourrait-elle donner davantage de détails quant à l'incidence du système d'adjudication des contingents tarifaires sur le prix final des produits importés?

Voir le paragraphe 99.

Q7. La Corée pourrait-elle donner davantage de détails quant à la nature des considérations en matière d'innocuité des produits alimentaires qu'elle a l'intention de prendre en compte avant de libéraliser encore plus les prix des produits agricoles, sylvicoles et halieutiques?

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q8. Quelles sont les intentions de la Corée à propos de la position qu'elle entend adopter dans les futures négociations de l'OMC? Ne convient-elle pas qu'elle pourrait parvenir à des résultats acceptables sur les questions sensibles par voie de négociation (comme l'ont fait d'autres Membres) plutôt qu'en réclamant le statut de pays en développement dans le cadre de certains Accords de l'OMC?

Voir le paragraphe 16.

Q9. Comment le gouvernement de la Corée justifie-t-il l'obligation de faire signer et dater par un vétérinaire de l'Etat les certificats d'innocuité délivrés pour des produits non comestibles comme la laine avant le départ du navire transportant ces produits?

Voir le paragraphe 111.

Q10. Comment le gouvernement de la Corée justifie-t-il son refus d'autoriser l'importation de viande de gibier?

La décision d'autoriser ou non l'importation de viande de gibier telle que celle de kangourou destinée à la consommation humaine n'est pas subordonnée seulement à l'innocuité de la viande. Il est également tenu compte de la question de savoir si ce type de viande fait ou ne fait pas partie des habitudes alimentaires traditionnelles en Corée.

Q11. Que fait la Corée pour améliorer la transparence de son régime de gestion des importations et pour s'assurer que sa fonction publique veille à la mise en oeuvre des engagements internationaux du pays?

Elle a codifié en un seul texte juridique toutes ses procédures en matière d'importation applicables pour des raisons de protection de l'environnement, de santé, d'hygiène et de sécurité, qui étaient auparavant réparties dans une cinquantaine de lois distinctes.

Le gouvernement coréen a également pris toutes les mesures voulues pour informer tous les secteurs de sa fonction publique sur la réglementation applicable et sur la mondialisation.

Q12. Comment fonctionnera le nouveau régime d'inspection et de dédouanement pour les fruits et les légumes frais?

Grâce à la mise en oeuvre de son système accéléré d'inspection en avril 1995, les formalités de dédouanement des fruits et légumes frais sont plus rapides: dans des conditions normales, la procédure prend cinq jours à partir de la date de la demande.

Q13. Comment l'imposition de la taxe sur l'oxyde de carbone influencerait-elle sur les projections concernant la croissance économique de la Corée? Quel effet cette taxe aurait-elle sur la croissance du secteur manufacturier, dont les retombées sont indispensables pour contenir la croissance du déficit courant? La Corée se préoccupe-t-elle des conséquences de cette taxe sur sa capacité d'attirer des producteurs d'énergie étrangers indépendants?

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la Corée.

A l'heure actuelle, la Corée impose une taxe pour l'éducation, une taxe à la valeur ajoutée et un droit d'accise spécial sur l'énergie afin de réguler la consommation d'énergie.

En particulier, elle réussit à réduire la pollution environnementale imputable à la consommation d'énergie en appliquant des taxes de préservation de l'environnement aux installations de distribution et de consommation, aux ventes de voitures à moteur diesel, ainsi que des taxes pour émissions aux installations de fabrication et de production.

A cet égard, l'adjonction d'une taxe sur l'oxyde de carbone au régime fiscal qui s'applique actuellement à la consommation d'énergie risque de pénaliser indûment la consommation d'énergie, et donc de provoquer des hausses de prix et de ralentir l'économie. C'est pourquoi le gouvernement estime qu'il doit examiner attentivement ce projet avant d'y donner suite.

Q14. La Corée pourrait-elle indiquer les raisons pour lesquelles elle a introduit graduellement des limites à la teneur en soufre des charbons importés? A-t-elle envisagé d'autres solutions comme l'achat de matériel de désulfuration? A-t-elle été en mesure d'évaluer les coûts et les effets pour

la sécurité des approvisionnements qu'a entraînés la limitation importante du nombre de fournisseurs qu'elle a provoquée en procédant à cette façon?

Le gouvernement de la Corée n'impose aucune limite à la teneur en soufre du charbon importé.

Toutefois, conformément à la Loi sur la préservation de la qualité de l'air et à son décret d'application annoncé le 31 août 1996, il prélève une taxe qui est fonction de la quantité totale d'émissions résultant de l'utilisation de matières qui contiennent du soufre.

Le régime de taxation des matières contenant du soufre, fondé sur la quantité totale d'émissions, favorisera l'établissement d'installations de désulfuration. Cette taxe s'applique lorsque la quantité des rejets de soufre dépasse un certain seuil. Son taux est proportionnel à l'importance du dépassement par rapport au seuil, même si le niveau des émissions demeure en deçà de la limite autorisée par le gouvernement.

Q15. La Corée peut-elle indiquer quels produits elle se propose d'assujettir à des contingents d'importation plutôt qu'à des droits de douane paritaires ou des droits saisonniers?

Voir les paragraphes 61 et 65.

Q1 additionnelle. Nous aimerions obtenir des renseignements sur les améliorations qui ont été apportées en ce qui a trait à l'accès au marché dans tous les secteurs des services et notamment l'investissement, l'acquisition de terrains et les mouvements de personnes physiques.

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la Corée.

Le gouvernement coréen a continuellement amélioré les possibilités d'acquisition de terrains par des étrangers. A l'avenir, nous nous proposons de continuer à recenser et à supprimer les obstacles et les difficultés inutiles, afin de permettre aux investisseurs étrangers d'exercer leurs activités dans des conditions satisfaisantes.

Q2 additionnelle. Jusqu'à quel point sera-t-il possible de supprimer ou de réduire les restrictions au capital étranger dans le cadre de la libéralisation du marché des services de télécommunication? Est-il possible de connaître la date à partir de laquelle sera autorisée la revente de services dans un réseau public de télécommunication?

Voir le paragraphe 115.

Q3 additionnelle. Est-il prévu de réexaminer dans un proche avenir l'obligation relative à la capitalisation distincte des succursales de banques, y compris la réglementation pertinente, afin de supprimer les contraintes que fait peser cette mesure sur les opérations des banques étrangères?

Dans le système bancaire actuel, les succursales de banques étrangères sont considérées comme des banques nationales indépendantes, c'est-à-dire qu'il n'y est pas fait beaucoup de différence entre une succursale et une filiale de banque étrangère.

De plus, étant donné que les banques mères sont en dehors de la juridiction des autorités coréennes, il est difficile de les surveiller comme il convient. Aux fins d'une saine gestion et de la protection des déposants, la Corée ne reconnaît pas le capital global des succursales de banques étrangères en matière de financement et de prêts.

Par ailleurs, le gouvernement a fait divers efforts en vue d'assouplir les contraintes que subissent les succursales de banques étrangères en matière de prêts et de financement. Pour calculer divers plafonds de fonctionnement, il utilise la somme du capital des succursales multiples et inclut dans sa définition du capital les bénéfices non distribués.

Q4 additionnelle. Est-il prévu de libéraliser le recrutement et l'emploi de professionnels de l'assurance?

Les restrictions au recrutement de courtiers en assurance sont maintenues dans le but de décourager la concurrence excessive dans la prospection de main-d'oeuvre, concurrence susceptible d'alourdir les frais des compagnies d'assurance.

Comme l'industrie coréenne de l'assurance fait actuellement face à des problèmes de solvabilité imputables à des dépenses excessives, le gouvernement n'envisage pas d'abolir les restrictions en vigueur.

Q5 additionnelle. La Corée prévoit-elle de réviser la réglementation sur les obstacles à l'accès au marché dans le secteur des services professionnels?

Voir le paragraphe 116.

Q6 additionnelle. S'agissant des transports maritimes, est-il prévu de supprimer les préférences de pavillon pour certaines marchandises, en particulier le minerai de fer, le charbon et le gaz liquéfié?

Dès la fin de 1998, le régime coréen (désigné comme étant le système de cargaisons réservées) qui accorde obligatoirement la priorité aux navires d'origine nationale (y compris dans le cas de l'affrètement coque nue avec option location-vente) pour le transport de certaines marchandises (minerai de fer, charbon et gaz liquéfié) sera totalement libéralisé, prélude à son abolition complète.

2. Union européenne

Q1. Quelles entreprises autres que Korea Telecom seront entièrement ou partiellement privatisées et quand le seront-elles? Y aura-t-il des limites à la propriété étrangère? (WT/TPR/S/19, pages 110-111, paragraphe 94)

Les entreprises publiques sont privatisées conformément au plan de privatisation de 1993, dans lequel il était envisagé de privatiser 58 entreprises de ce genre, dont Korea Telecom, entre 1994 et 1998. Dès la fin de 1995, le processus de privatisation était achevé pour 15 entreprises. Le calendrier de privatisation des 43 entreprises restantes sera déterminé en fonction de la situation macro-économique de la Corée et de celle de ses marchés boursiers.

Pour ce qui est de la participation étrangère au processus de privatisation, le gouvernement coréen fera tout en son pouvoir pour accorder le traitement national aux investisseurs étrangers au cours du processus de privatisation, mais il le fera ponctuellement, en tenant compte des caractéristiques propres de chaque entreprise.

Q2. Pourriez-vous indiquer sur la base de quels critères la Corée entend déterminer la date à laquelle elle renoncera à revendiquer le statut de pays en développement pour ce qui est des futures négociations sur la libéralisation des échanges, et plus particulièrement ceux de produits agricoles? (WT/TPR/S/19, pages 19-20, paragraphe 8)?

Voir le paragraphe 16.

Q3.a Veuillez décrire les programmes de "localisation" mis en oeuvre depuis 1986 dans le secteur coréen du matériel de télécommunications. Quelles mesures le gouvernement de la Corée a-t-il prises dans le cadre de ces programmes? Qu'en est-il résulté?

Depuis 1986, le gouvernement coréen n'applique aucun programme de localisation pour le matériel de télécommunications, pas plus qu'il n'existe de tel programme dans le secteur du matériel de télécommunications en Corée.

Q3.b La société Korea Telecom (KT) est-elle tenue d'appliquer la politique du gouvernement en ce qui concerne les "achats en devises" et les "achats en monnaie nationale"? Sur quelle base juridique est-elle tenue d'appliquer cette politique?

KT n'est pas du tout obligée d'appliquer la politique d'achat du gouvernement.

KT décide elle-même du matériel de télécommunications qu'elle achète.

Q3.c Est-il exact que les fournisseurs étrangers ne peuvent participer aux "achats en monnaie nationale" de KT lorsque la Corée n'a pas conclu d'accord bilatéral avec le pays étranger?

Oui, c'est exact. L'Accord de l'OMC sur les marchés publics et divers accords bilatéraux s'appliquent aux achats de KT.

Conformément au principe NPF, des discussions bilatérales sont en cours entre la Corée et l'UE, en vue d'ouvrir le marché du matériel de télécommunications.

Q3.d Qui détermine les produits assujettis au "régime d'achat en monnaie nationale"?

Même réponse qu'à la question 3.c.

Q3.e Depuis 1992, le gouvernement coréen a-t-il modifié sa politique concernant le secteur du matériel de télécommunications? Prière d'indiquer les changements apportés.

Le gouvernement de la Corée n'a pas modifié sa politique concernant le secteur du matériel de télécommunications. Le marché des télécommunications a été ouvert pour les Etats-Unis en application d'un accord bilatéral passé avec ce pays en mars 1992. Le gouvernement coréen continuera de libéraliser son marché intérieur des télécommunications par le biais de négociations bilatérales avec d'autres pays.

Q3.f Le gouvernement de la Corée ou la Banque coréenne de développement subventionnent-ils la production de matériel de télécommunications?

Ni le gouvernement ni la Banque n'octroient de subventions pour le matériel de télécommunications.

Q3.g,h Lorsqu'ils appuient financièrement la construction d'une infrastructure de télécommunication, le gouvernement de la Corée ou la Banque coréenne de développement imposent-ils des conditions préalables à la sélection des fournisseurs de matériel? Avant de statuer sur la demande d'aide financière d'un exploitant désireux d'investir dans l'infrastructure, exigent-ils de celui-ci qu'il indique où il se procurera son matériel?

Le gouvernement coréen n'impose aux fournisseurs de services aucune condition préalable à la sélection des fournisseurs de matériel. Les premiers choisissent eux-mêmes les seconds.

Le gouvernement contribue financièrement à la construction d'infrastructures par les entreprises, mais ce sont ces dernières qui prennent les décisions quant à l'achat de matériel.

Q3.i Le gouvernement coréen bonifie-t-il les taux d'intérêt en faveur des fabricants de matériel de télécommunications?

Non, le gouvernement coréen n'accorde aucune bonification de taux d'intérêt aux fabricants de matériel de télécommunications.

Q3.j Comment la Corée définit-elle une "petite ou moyenne entreprise" (PME)? Les PME étrangères peuvent-elles participer au programme d'achats préférentiels de KT auprès des PME? (WT/TPR/S/19, page 28, paragraphe 5)

La PME est définie à l'article 2 de la Loi cadre sur les petites et moyennes entreprises.

- Il est pris en compte le type d'industrie, le nombre d'employés permanents et l'importance du capital.
- Dans le secteur manufacturier, le nombre d'employés permanents est normalement inférieur à 300.

Les PME étrangères établies en Corée peuvent participer au programme d'achats préférentiels de KT auprès des PME.

Q4. Les autorités coréennes ont-elles l'intention de cesser d'accorder des prêts à l'appui de réformes à moyen terme et, dans l'affirmative, chercheront-elles à remplacer ceux-ci par quelque autre instrument ayant des effets similaires sur la répartition sectorielle des investissements? (WT/TPR/S/19, page 26, paragraphe 2; page 54, paragraphe 57)

Dans le but d'accroître l'autonomie des institutions financières et l'efficacité de sa politique monétaire, le gouvernement a limité le montant global des prêts à l'appui de réformes.

A cet égard:

- Aucun nouveau prêt de ce genre n'a été accordé depuis 1995.
- En intégrant un plafond global pour les opérations de réescompte de la Banque de Corée, le gouvernement a limité le nombre total des prêts et a libéralisé les taux d'intérêt.
- Les prêts garantis par la Banque de Corée à l'intention de secteurs sous-développés comme l'agriculture, la sylviculture et la pêche sont graduellement remplacés par des crédits budgétaires.

Q5. Pourriez-vous exposer en détail les raisons pour lesquelles 10 pour cent des lignes tarifaires concernant les produits industriels n'ont pas été consolidés? (WT/TPR/S/19)

Voir le paragraphe 60.

Q6. Pourriez-vous expliquer pourquoi il est nécessaire que l'administration des contingents tarifaires applicables aux produits agricoles soit dans plusieurs cas attribuée à des associations de producteurs agricoles, et ce qui est fait pour garantir l'administration équitable et impartiale

des contingents tout en accordant la protection voulue aux intérêts étrangers concernés? (WT/TPR/S/19, page 35, paragraphe 12)

Voir le paragraphe 99.

Q7. Veuillez fournir une liste des concessions, réductions et exemptions tarifaires et expliquer les critères appliqués pour les accorder. Quelles sont les raisons industrielles et socio-culturelles qui justifient les concessions tarifaires? (WT/TPR/S/19, pages 38-39, paragraphes 15 et 16)

Voir le paragraphe 67.

Q8. Pourriez-vous expliquer pourquoi il subsiste toujours des différences dans les taux de la taxe sur les alcools et de la taxe pour l'éducation qui frappent le whisky, le cognac, les alcools blancs, les liqueurs, d'une part, et le soju, d'autre part, et préciser de quelle façon ces différences seront réduites à l'avenir? Quels sont les objectifs de la taxe pour l'éducation? (WT/TPR/S/19, page 42, paragraphe 24)

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la Corée.

Q9. Veuillez fournir une liste des produits visés par des licences d'exportation non automatiques et par des prohibitions à l'exportation (y compris, en particulier, les matières premières et les produits semi-ouvrés). (WT/TPR/S/19, page 42, paragraphe 24)

En janvier 1997, le nombre de produits visés par des licences d'exportation non automatiques atteignait 836 au niveau des positions à six chiffres du SH. De plus, 14 produits étaient visés par des prohibitions à l'exportation.

Liste des produits dont l'exportation est prohibée

0208 90 (baleines), 0210 90 (baleines), 1212 20 ("Gelidium Amansil", "Tenella", mousse irlandaise, fil à coudre, tissu de soie, "Hypanaeoides"), 2516 11, 2516 12, 2516 21, 2516 22, 2516 90, 4301 80, 4301 90, 4302 19, 4302 20, 4302 30 (peaux brutes de chiens), 4303 90 (pelleteries de chiens).

Q10. Pourriez-vous expliquer pourquoi il n'est pas possible d'accepter que des produits portent la mention "Made in the EC" (Fabriqué dans la CE) étant donné l'existence de règles communes au sein de la CE? Les autorités coréennes souhaitent-elles dès l'entrée en vigueur des dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant la protection des indications géographiques procéder à une nouvelle évaluation pour ce qui est du vin, etc.? (WT/TPR/S/19, page 47, paragraphe 37)

Voir le paragraphe 71.

S'agissant de la protection des indications géographiques, le gouvernement coréen estime que ses lois actuelles sur les marques de fabrique ou de commerce et sur la protection contre la concurrence déloyale sont adéquates pour protéger les indications géographiques dans les limites prévues dans l'Accord sur les ADPIC.

Q11. Serait-il possible de fournir un exemplaire du Mémorandum d'accord sur la reconnaissance mutuelle en matière de normalisation et de certification conclu entre la Corée et la Nouvelle-Zélande? Veuillez donner la liste des 24 catégories de produits manufacturés pour lesquelles il est envisagé d'améliorer le régime d'homologation. (WT/TPR/S/19, page 50, paragraphes 46-47)

Le Mémorandum d'accord du 19 avril 1996 entre le Système d'accréditation des laboratoires de la Corée et le Conseil d'enregistrement des essais de laboratoire de la Nouvelle-Zélande peut être communiqué.

Le gouvernement maintient le système d'homologation, mais il en accélère l'amélioration, notamment par la réduction du nombre de produits visés par les essais, le raccourcissement des délais et la simplification des documents à produire.

Les 24 catégories de produits manufacturés pour lesquelles il est envisagé d'améliorer le système d'homologation sont les suivantes:

- véhicules automobiles;
- aéronefs (navigabilité) et machines (certification);
- matériel de construction;
- enregistrement EMI;
- vêtements de protection (vérification);
- bouteilles de gaz comprimé (inspection);
- appareils électriques.

Q12. Quelles mesures ont été prises à ce jour pour mettre en oeuvre le Programme concernant la localisation de l'industrie des biens d'équipement (de mai 1995) ainsi que l'"initiative de remplacement des importations", et quelles mesures doivent être prises à cet égard dans les années futures? (WT/TPR/S/19, page 57, paragraphe 61; page 58, paragraphe 63)

Voir les paragraphes 29-31.

Q13. Pourriez-vous expliquer quand et comment les détenteurs étrangers de droits et le public sont informés de l'existence d'une demande d'enregistrement de brevet ainsi que des décisions prises d'accorder un brevet? Est-il envisagé d'allonger la période extrêmement courte - deux mois - accordée pour s'opposer à la délivrance d'un brevet? (WT/TPR/S/19, page 64)

Les détenteurs étrangers de droits sont informés de la décision quant à leur demande de brevet dans les 18 mois suivant la date du dépôt de celle-ci au moyen d'un avis dans le Journal des brevets.

Lorsque l'examineur termine son examen quant au fond, la demande est publiée dans le Journal des brevets pour l'information du public. La publication permet au demandeur de brevet de savoir que la décision est imminente.

Si l'opposition est acceptée, le brevet n'est pas délivré.

La délivrance du brevet peut être confirmée dans le dernier numéro de l'année du Journal officiel où figure la liste de tous les brevets enregistrés au cours de l'année.

Il est envisagé de réexaminer le système actuel d'opposition, et notamment d'allonger le délai de prescription pour signifier un avis d'opposition; le nouveau système devrait être en place avant la fin de 1997.

Q14. Veuillez expliquer de quelle façon la majoration des prix à l'importation que la Corée s'est réservé le droit d'appliquer à plusieurs produits agricoles sera calculée et dans quelles circonstances cette majoration sera effectivement appliquée. (WT/TPR/S/19, page 82, paragraphe 17)

Comme nous l'avons indiqué à la Note 4, colonne 7, section I-B, partie I de la Liste de la Corée, le gouvernement coréen applique une majoration des prix à l'importation sur les ventes intérieures de produits importés dans le cadre des contingents tarifaires. Cette majoration des prix à l'importation est calculée de manière à prendre en compte diverses dépenses éventuellement occasionnées par les différences entre les prix intérieurs et les prix internationaux au cours du processus d'importation et de vente dans le pays.

Q15. Existe-t-il une limite globale ou spécifique applicable au financement garanti par l'Etat pour la construction de nouveaux navires? Les chantiers navals ont-ils droit à des prêts à l'appui de réformes qui leur permettraient d'investir dans leur capacité de construction? Dans l'affirmative, le montant de ces prêts est-il assujéti à une limite globale ou spécifique (sectorielle)?

Pourriez-vous dire pourquoi le récent appel d'offres s'inscrivant dans le cadre d'un vaste programme de construction de navires transporteurs de gaz naturel liquéfié a été limité aux chantiers navals coréens? (WT/TPR/S/19, pages 94-95, paragraphe 53)

Voir les paragraphes 49-51.

La Société gazière coréenne vient de conclure un accord à long terme avec une société coréenne de transport maritime qui fournit du gaz naturel liquéfié depuis 25 ans. Dans le cadre de cet accord, le récent programme de construction de navires transporteurs de gaz naturel liquéfié ne fait que concrétiser les plans des chantiers navals nationaux.

Q16. Quelle est la relation entre la Loi sur les produits pharmaceutiques et la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction?

La Loi coréenne sur les produits pharmaceutiques et son décret d'application réglementent l'exportation et l'importation de produits pharmaceutiques obtenus à partir d'espèces visées par la CITES. A cet égard, l'exportation de ces produits est permise sous réserve de l'autorisation du gouvernement, conformément à la loi et à son décret d'application.

Q1 additionnelle. S'agissant de la révision de deux lois sur les services, quelles sont les mesures communes à l'une et à l'autre? (WT/TPR/G/19), pages 7-8, paragraphe 35)

La Loi actuelle sur les architectes agréés, révisée en janvier 1995 et entrée en vigueur en janvier 1996, autorise pour la première fois les architectes agréés étrangers à offrir des services de conception architecturale dans le cadre d'un contrat établi en commun avec un bureau reconnu d'architectes agréés coréens.

La Loi sur les comptables-fiscalistes a également été révisée en décembre 1995 pour que soit supprimée l'obligation relative à la nationalité coréenne dans les qualifications exigées de ces professionnels.

Q2 additionnelle. La Corée pourrait-elle fournir une liste complète des 14 secteurs de services visés par des restrictions? (WT/TPR/G/19, page 19, paragraphe 79)

- Collecte, purification et distribution de l'eau
- Commerce de gros de la viande
- Appui au transport aérien, n.c.a.
- Octroi de crédit, n.c.a.
- Sociétés de gestion de fonds
- Assurance médicale

Accidents du travail et autres secteurs de la sécurité sociale
Commerce des marchandises
Location d'immeubles, n.c.a.
Aménagement foncier
Radiodiffusion
Télédiffusion
Courses de chevaux et autres activités en stade
Jeux

Voir le rapport du Secrétariat, Annexe, tableau III.4.

3. Canada

Q1.a Combien de temps faut-il actuellement pour dédouaner les fruits et légumes frais? Combien en faudra-t-il vraisemblablement lorsque la Corée aura totalement mis en oeuvre toutes les améliorations décrites, et quand la Corée prévoit-elle d'atteindre son objectif à cet égard?

En décembre 1996, outre son système de dédouanement accéléré des fruits et légumes frais mis en place le 3 avril précédent, le gouvernement coréen a introduit un programme d'échantillonnage aléatoire des produits qui devrait permettre dans les circonstances normales de ramener à quatre ou cinq jours le délai nécessaire pour l'inspection sanitaire.

Q1.b Quelle est la situation en ce qui concerne les autres produits frais, tels que les viandes fraîches et les viandes réfrigérées? Quelle quantité de produits peut être dédouanée en même temps? Est-il prévu de moderniser les installations où sont traités ces produits? Actuellement, combien de temps faut-il pour dédouaner ceux-ci? Est-il prévu d'améliorer le système?

Voir les paragraphes 69, 103, 104 et 106.

Q1.c Combien de temps faut-il actuellement pour dédouaner des produits moins périssables et qu'en sera-t-il à l'avenir?

Voir la réponse à la question 1.a du Canada.

Q2. La Corée pourrait-elle préciser quand elle supprimera l'obligation de spécifier le pourcentage de tous les ingrédients entrant dans la composition d'un produit?

Voir le paragraphe 107.

Q3. A compter du 1er octobre 1997, la Corée appliquera un système d'échantillonnage aléatoire pour de nombreux produits. Cette date est-elle toujours valable? L'eau en bouteille fait-elle partie des produits qui feront l'objet d'un échantillonnage aléatoire après le 1er octobre 1997? La Corée a-t-elle dressé une liste des produits qui seront visés par ce système?

Conformément à l'article 23 de la Loi sur la gestion de l'eau potable et aux dispositions connexes, le gouvernement coréen procède déjà, depuis le 1er mai 1995, à des essais d'échantillonnage aléatoire pour ce qui est de l'eau en bouteille importée.

Voir le paragraphe 104 pour ce qui est des produits alimentaires.

Q4. La Corée pourrait-elle expliquer ce qu'elle entend par "droits d'ajustement"? Comment ceux-ci sont-ils fixés? Pourquoi a-t-on décidé de les fixer sur une base annuelle plutôt que tous les six mois? (pages 34-35, paragraphe 11)

Voir le paragraphe 63.

Q5. La Corée a-t-elle appliqué une majoration des prix à l'importation dans le cas de l'un ou l'autre des produits énumérés au tableau AIII.2? (Page 82, paragraphe 17)

Voir la réponse à la question 14 de l'UE.

Q6. La Corée maintient-elle, par l'entremise de l'Administration maritime et portuaire coréenne, l'un ou l'autre type de contrôles sur les navires océaniques hors conférence?

La Corée n'a aucune réglementation qui établirait une discrimination à l'encontre de navires océaniques hors conférence.

Q7. Les cartels sont interdits, mais nous croyons comprendre que certaines dérogations peuvent être accordées. Pourriez-vous décrire quel genre d'accord sur les conditions commerciales pourrait être autorisé aux termes de la Loi sur les pratiques commerciales loyales?

Le gouvernement coréen s'emploie actuellement à réviser la Loi sur le commerce extérieur, processus qui aboutira à l'abolition, à compter du 1er mars 1997, de toutes les exceptions concernant les arrangements de type cartellaire. Toutefois, conformément à l'article XX du GATT, certains cartels associés notamment à des mesures de conservation des ressources naturelles continueront d'être autorisés. Le gouvernement coréen permet aussi certains cartels en vertu de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements, de divers accords intergouvernementaux et de certains contrats bilatéraux entre des sociétés privées.

4. Hong Kong

Q1. Nous aimerions savoir comment la Corée s'y prendra pour s'acquitter progressivement des engagements qu'elle a pris lors du Cycle d'Uruguay au titre des réductions de droits de douane, et si elle projette d'appliquer d'autres réductions allant au-delà de ses engagements.

Voir le paragraphe 67.

Q2. Nous aimerions obtenir la liste des quelque 3 000 produits d'importation qui resteront soumis au régime de licences non automatiques en 1997, ainsi que les détails des prescriptions concernant la délivrance des licences.

Voir le paragraphe 70.

Q3. Nous aimerions savoir comment, selon quel calendrier, la Corée entend ouvrir le secteur des services à l'investissement étranger.

Voir les paragraphes 81-83.

Q4. S'agissant des services financiers, il existe des limites à la participation étrangère en Corée; il serait utile de savoir comment sont justifiés le plafond à l'investissement et son maintien jusqu'à l'an 2000.

Voir les paragraphes 80, 82, 114 et 115.

Q5.a Nous aimerions connaître quelques-unes des principales initiatives de déréglementation qui ont des conséquences importantes pour la population coréenne.

Le gouvernement coréen a pris des mesures pour faciliter la procédure de déclaration des importations, ce qui a permis aux importateurs de présenter des avis d'importation avant, et non après, l'entreposage sous douane des marchandises. Ce genre de mesures, connu sous le nom de "système de déclaration préalable", signifie que l'importateur est en mesure de retirer les marchandises des navires étrangers dès leur déchargement (juillet 1996).

La méthode actuelle de perception des droits a été remplacée par un système dit de "collecte *a posteriori* des droits", qui permet à un importateur d'acquitter les droits de douane après le dédouanement (juillet 1996).

L'obligation d'obtenir l'autorisation du ministre compétent avant de pouvoir utiliser des terres autrement que comme pâturage sera abolie de façon à supprimer tout inconvénient pour les propriétaires fonciers privés (fin 1996).

Q5.b Nous aimerions savoir combien il y a en ce moment d'exceptions autorisées aux prohibitions à l'importation et aux cartels d'exportation et si ces exceptions font l'objet d'un réexamen périodique ou sont régulièrement reconduites.

Le gouvernement coréen s'emploie actuellement à réviser la Loi sur le commerce extérieur, processus qui aboutira à l'abolition, à compter du 1er mars 1977, de toutes les exceptions concernant les arrangements de type cartellaire.

Q5.c Les tribunaux se pencheront-ils sur tous les cas de pratiques déloyales passibles de sanctions, ou seulement sur les cas les plus graves?

La Commission des pratiques commerciales loyales prend des mesures correctives, et notamment dépose des rapports, délivre des ordonnances de mesures correctives, recommande des mesures correctives, formule des avertissements, etc., ou encore impose des surtaxes. Pour ce qui est des cas déclarés, les sanctions sont fixées par décision des tribunaux.

Ceux qui s'opposent aux mesures prises par la Commission peuvent en saisir celle-ci et déposer un avis formel d'opposition devant le tribunal, auquel cas le tribunal se penche sur l'affaire en question.

Q5.d Le processus d'adjudication est-il assorti de mécanismes destinés à prévenir les pratiques anticoncurrentielles? La Commission coréenne des pratiques commerciales loyales jouera-t-elle un rôle de surveillance de tous les grands marchés publics, ou n'interviendra-t-elle qu'en cas de plainte?

Voir le paragraphe 87.

Q6. La Corée pourrait-elle indiquer pourquoi elle n'a pas notifié, en décembre 1995, qu'elle avait révisé la Loi douanière et son décret d'application afin d'améliorer son régime antidumping?

La Corée s'efforce de diverses manières de mettre en oeuvre le Code antidumping de l'OMC.

- Décembre 1993: révision de la Loi douanière.
- Décembre 1994: révision du décret et du règlement d'application de la Loi douanière.
- Juillet 1995: révision de la Loi douanière et de son décret d'application conformément aux résultats de l'examen effectué par le Comité des pratiques antidumping de l'OMC.

- Décembre 1995: révision de la Loi douanière et de son décret d'application sur la base de la recommandation formulée par le Comité des pratiques antidumping de l'OMC (entrée en vigueur le 1er juillet 1996).

La Corée se prépare maintenant à notifier ces révisions.

5. Nouvelle-Zélande

Q1. Quelle est la position de la Corée quant au rôle que doivent jouer les mécanismes de sauvegarde dans le contexte de son programme de libéralisation résultant des engagements qu'elle a pris à l'occasion du Cycle d'Uruguay et de la levée des restrictions qu'elle imposait pour des raisons de balance des paiements?

Voir les paragraphes 42, 43 et 48.

Q2. Pour plus de certitude, la Corée pourrait-elle fournir un calendrier approximatif de libéralisation des produits qui ne sont pas encore assujettis au système d'indication de la durée de conservation déterminée par le producteur?

Voir le paragraphe 103.

Le gouvernement coréen a déjà libéralisé 75 pour cent de tous les produits alimentaires repris dans le Code alimentaire coréen.

Q1 additionnelle. Selon le rapport, la Corée a modifié sa réglementation entre avril 1995 et mai 1996 de façon à "raccourcir la durée du dédouanement" (page 27, paragraphe 3).

Q1.a additionnelle. Combien de temps faut-il actuellement pour dédouaner les fruits et légumes frais? Combien en faudra-t-il lorsque la Corée aura entièrement mis en oeuvre toutes les améliorations décrites, et quand la Corée croit-elle qu'elle atteindra l'objectif qu'elle s'est fixé à cet égard?

Voir la réponse à la question 1.a du Canada.

Q1.b additionnelle. Quelle est la situation en ce qui concerne les autres produits frais, comme la viande fraîche ou la viande réfrigérée? Combien de produits peuvent être dédouanés en même temps? Est-il prévu de moderniser les installations qui traitent ce genre de produits? Combien de temps faut-il actuellement pour dédouaner ces produits? Des améliorations sont-elles prévues?

Voir les paragraphes 69, 103, 104 et 106.

Q1.c additionnelle. Quel est le délai actuel et prévu de dédouanement pour les produits moins périssables?

Voir la réponse à la question 1.c du Canada.

Q2 additionnelle. Il est mentionné que la Corée a accepté de supprimer l'obligation de préciser le pourcentage des ingrédients entrant dans la composition des produits que prévoit son système national d'inspection avant dédouanement des importations (page 27, paragraphe 4). La Corée pourrait-elle indiquer quand elle supprimera cette obligation?

Voir le paragraphe 107.

Q3 additionnelle. Il est indiqué que la Corée se propose d'introduire l'échantillonnage aléatoire pour ses essais en laboratoire (page 27, paragraphe 4). Cette question intéresse le Canada, particulièrement pour ce qui est de l'eau en bouteille.

- Nous croyons comprendre que chaque envoi d'eau en bouteille doit obligatoirement faire l'objet d'un essai. Nous croyons également comprendre que la Corée institue l'échantillonnage obligatoire pour de nombreux produits à compter du 1er octobre 1997. Cette date est-elle toujours valable? L'eau en bouteille figure-t-elle parmi les produits qui seront soumis à l'échantillonnage aléatoire après le 1er octobre? Dans la négative, pourquoi avoir maintenu l'eau en bouteille sur la liste des produits devant obligatoirement faire l'objet d'essais? La Corée a-t-elle dressé une liste des produits désormais soumis à l'échantillonnage aléatoire?

Voir la réponse à la question 3 du Canada.

Q4 additionnelle. La Corée pourrait-elle expliquer ce qu'elle entend par "droits d'ajustement". Comment ceux-ci sont-ils fixés? Pourquoi a-t-on décidé de les fixer non plus sur une base annuelle mais tous les six mois? (pages 34-35, paragraphe 11).

Voir le paragraphe 63.

Q5 additionnelle. La Corée a-t-elle appliqué une majoration du prix à l'importation pour l'un ou l'autre des produits énumérés au tableau AIII.2? (page 75, paragraphe 11).

Parmi les produits énumérés au tableau AIII.2, la mention de l'origine n'est pas obligatoire pour les produits suivants:

- Produits pour lesquels il est impossible d'apposer une marque d'origine, notamment les animaux vivants, les racines fourragères, les résidus de graines de sésame, les amidons modifiés, les cocons de vers à soie et la soie grège, etc.
- Produits pour lesquels l'obligation d'apposer une marque d'origine ne s'impose pas parce qu'ils sont destinés à la distribution intérieure.

6. Suisse

Q1. S'agissant de la dégradation du compte courant de la Corée, veuillez fournir des détails supplémentaires sur les mesures envisagées pour y remédier (comme la politique d'austérité annoncée).

Voir les paragraphes 8 et 9.

Q2. Dans le cadre de son accession à l'OCDE, la Corée a promis de réexaminer son régime actuel d'application des règles d'origine avant le 31 décembre 1996, en prenant dûment en compte les points de vue de ses partenaires commerciaux. La délégation coréenne pourrait-elle nous informer des résultats escomptés de ce réexamen, et plus précisément nous dire à combien le nombre de produits touchés sera éventuellement ramené et dans quels secteurs?

Voir le paragraphe 71.

Q3. La Corée pourrait-elle indiquer où en est la mise en oeuvre du Plan quinquennal lancé en 1992 concernant la localisation des machines, des pièces et des matériaux? Quelles mesures supplémentaires envisage-t-elle?

Voir les paragraphes 29 à 31.

7. Japon

Q1. S'agissant de la position coréenne quant à la mise en oeuvre de l'Accord sur l'OMC, doit-on comprendre que la République de Corée assumera toutes ses obligations dans le cadre de l'OMC en tant que pays industrialisé, sauf dans le secteur de l'agriculture?

Voir les paragraphes 14 à 18.

Q2.a Pourrions-nous obtenir un calendrier concret concernant la suppression du Programme de diversification des importations?

Voir le paragraphe 24.

Q2.b Le Programme de diversification des importations vise-t-il des produits de consommation courante tels que les lainages, les montres, les pots pour eau chaude ou les appareils électriques du genre interrupteur magnétique?

Voir le paragraphe 24.

Q3.a Nous espérons que le gouvernement coréen ne subordonnera pas le régime des règles d'origine au Programme de diversification des importations.

Voir le paragraphe 24.

Q3.b La Corée applique les prescriptions relatives aux "marques d'origine" à 678 articles importés, mais certaines entreprises se plaignent qu'elles doivent produire un nombre important de documents pour préciser l'origine de leur marchandise. Est-il permis d'espérer certaines améliorations à cet égard?

Voir les paragraphes 28 et 74.

Q4.a,b Les restrictions à l'importation de produits usagés ont été assouplies le 1er janvier 1996 mais des doutes subsistent sur leur comptabilité avec les obligations de la Corée dans le cadre de l'OMC. Le gouvernement coréen a annoncé que ces restrictions sont en voie de démantèlement et que seules des raisons de sécurité nationale, de santé publique ou de défense, notamment, peuvent encore être invoquées, conformément aux règles internationales, pour en maintenir, mais les voitures ou les machines usagées, non visées par de tels critères, demeurent assujetties à des restrictions. Nous espérons que ce démantèlement se poursuivra bientôt.

Par ailleurs, nous aimerions appeler l'attention sur le fait que ces mesures risquent de constituer un obstacle important à l'investissement étranger direct que la politique du gouvernement coréen est censée encourager.

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q5.a D'après le rapport du Secrétariat, les autolimitations à l'exportation des châtaignes vers le Japon seront abolies en 1997 ou en décembre 1998. Toutefois, il n'a nulle part été question, que ce soit au niveau du gouvernement ou à celui du secteur privé, d'un accord ou d'une demande à propos de restrictions quantitatives sur ce produit. Si le gouvernement coréen applique une telle mesure, celle-ci est à notre avis totalement unilatérale de la part de la Corée.

Les autolimitations à l'exportation des châtaignes constituent effectivement une mesure unilatérale que la Corée a prise en vue de maintenir un certain niveau de qualité. Elles seront éliminées d'ici à la fin de 1998.

Q5.b La Loi sur le commerce extérieur prévoit-elle une quelconque interdiction d'importer qui ne serait pas autorisée par l'Accord sur les sauvegardes?

Voir le paragraphe 48.

Q5.c La Loi sur le commerce extérieur prévoit-elle que le gouvernement peut prendre diverses mesures pour encourager la passation de marchés entre fournisseurs et acheteurs nationaux de façon à maintenir un certain niveau d'achats de produits nationaux?

Voir le paragraphe 48.

Q5.d Il semble que la Loi sur le commerce extérieur régularise la coordination et la consultation entre les secteurs commerciaux. Le gouvernement coréen croit-il que ces mesures sont compatibles avec l'article 11:3 de l'Accord sur les sauvegardes?

En décembre 1996, le gouvernement de la Corée a supprimé, le 1er mars 1997, les dispositions de la Loi sur le commerce extérieur concernant les accords entre entreprises nationales et entre associations nationales d'exportateurs et organisations de producteurs étrangers en matière de prix, de quantités, de qualité et autres conditions commerciales.

En outre, le gouvernement coréen prévoit de supprimer, le 1er mars 1997, la disposition du décret présidentiel d'application de la Loi sur le commerce extérieur relative à l'accord concernant la promotion de l'achat de produits locaux conclu entre les fabricants et consommateurs nationaux.

Q6.a S'agissant de la réduction des droits de douane consécutive au Cycle d'Uruguay, quelle est la situation en ce qui concerne les taux consolidés et les taux appliqués dans le secteur de la pêche?

La Corée a fidèlement mis en oeuvre les concessions tarifaires auxquelles elle avait consenti lors du Cycle d'Uruguay.

- Conformément à son plan de libéralisation, dès 1997, la Corée libéralisera graduellement le commerce des produits de la pêche. La libéralisation est déjà effective depuis juillet 1996 pour 18 de ces produits, et le sera d'ici à la fin de 1997 pour les 31 autres produits; ainsi, la libéralisation sera complète.

Q6.b Il semble que 16 produits feront exception à la tarification des produits agricoles après 2001. Toutefois, nous notons que, d'après la Liste de la Corée, ce sera le cas de 14 produits dérivés du riz. Quels sont les deux autres produits?

Voir le paragraphe 100.

Seuls 14 produits dérivés au riz font exception à la tarification. Le nombre des produits a été ramené de 16 à 14 par suite de la reclassification de ces produits selon la nomenclature du SH.

Q6.c Quel genre de renseignements concrets la base de données que le gouvernement coréen créera pour les produits alimentaires nationaux et étrangers avant 1997 traitera-t-elle? Les pays étrangers auront-ils accès à cette base de données?

La base de données que projette d'établir la Corée sur les produits alimentaires importés est destinée à fournir des informations sur ces produits, notamment en matière d'innocuité et d'hygiène.

Nous n'avons pas encore décidé si les étrangers y auront accès.

Q7. Quels sont les produits soumis à acceptation obligatoire ou à acceptation sur la foi d'un rapport qui sont visés par la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques?

Pour protéger les consommateurs contre les risques de blessures résultant de l'utilisation d'appareils électriques de qualité inférieure, la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques prévoit que 234 produits, dont les cuisinières et les réfrigérateurs électriques, devront être homologués et que 66 autres, tels que les instruments de musique électriques et les lampes de poche, devront faire l'objet d'une notification à l'autorité compétente.

Q8.a,b Certaines associations privées formées par un groupe de sociétés semblent en mesure d'obtenir le droit d'appliquer des mesures de restriction au commerce international de certains produits que fabriquent ces sociétés. Nous avons constaté l'existence de plusieurs cas de ce genre et invitons la Corée à remédier à cette situation.

Puisque les critères relatifs aux "recommandations en matière d'importation" ne sont pas clairement définis, ces systèmes posent des problèmes de transparence et leur légitimité est contestée.

Voir les paragraphes 32-36.

Q9.a Si le gouvernement coréen exige que lui soient présentés des plans de localisation concernant certains produits pour qu'ils soient exemptés des dispositions du Programme de diversification des importations, nous estimons que cela revient à exiger une teneur en éléments d'origine nationale. Qu'en pense le gouvernement coréen?

Le 1er juillet 1996, le gouvernement coréen a révisé les dispositions pertinentes du système de diversification des importations et a par la suite aboli l'obligation de présenter des plans de localisation pour autoriser les importations de produits faisant l'objet d'exceptions.

Q9.b Nous disposons de certaines informations selon lesquelles le gouvernement coréen exige un apport en éléments d'origine nationale pour accorder des subventions à l'achat de tracteurs d'une puissance inférieure à 50 CV. Cela est-il exact et, dans l'affirmative, comment cette mesure se justifie-t-elle au regard des obligations de la Corée dans le cadre de l'OMC?

Le gouvernement coréen a commencé en 1993 à subventionner l'achat de machines agricoles en vue d'abaisser les coûts de production par la mécanisation et de contribuer à résoudre le problème de la pénurie de main-d'oeuvre dans les campagnes pendant une période limitée (jusqu'à la fin de 1997).

La prescription relative à la teneur en éléments d'origine nationale à laquelle sont subordonnées les subventions gouvernementales pour l'achat de machines agricoles, soit 50 pour cent ou plus d'éléments d'origine nationale pour les petites machines et 20 pour cent ou plus pour celles de grande taille, a

été appliquée entre 1993 et 1995 dans le but de faciliter le développement technologique dans le secteur agricole et de faciliter le service après-vente pour les pièces détachées.

Toutefois, pour éviter d'exercer une discrimination contre les machines agricoles importées, le gouvernement coréen a aboli, à partir du 1er janvier 1996, les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale auxquelles sont subordonnées les subventions.

Q10. La réglementation antidumping coréenne régit les engagements pris avec les exportateurs, non seulement en matière de prix mais aussi en matière de quantité. Qu'en est-il de sa conformité aux articles 8 et 18.1 de l'Accord antidumping?

Voir le paragraphe 41.

Q11.a,b,c S'agissant des activités d'importation des sociétés japonaises sur le marché coréen, nous avons appris qu'à compter de janvier 1997 les restrictions fondées sur l'autorisation prévue par les règles relatives aux investisseurs étrangers seront levées et les activités de négoce général, y compris les importations et les investissements, seront totalement libéralisées. Quel est le calendrier complet de cette libéralisation?

Y a-t-il une réglementation applicable aux sociétés de négoce autre que les règles sur l'investissement étranger?

La Loi sur le commerce extérieur a-t-elle été modifiée récemment? Est-il question de la modifier de nouveau et, dans l'affirmative, quelles seraient ces modifications?

S'agissant du rôle et de l'acceptation des sociétés de négoce général étrangères, la disposition sur la limitation de l'admission de ces sociétés sera supprimée dès le 1er mars 1997; à cette fin, on procède actuellement à la révision de la Loi sur le commerce extérieur.

Q12.a,b Les incitations à l'exportation qu'offre la Corée consistent en prêts à l'exportation après expédition, réserves à l'exportation non imposables, accès préférentiel au crédit à l'exportation. Nous croyons toutefois savoir que le gouvernement de la Corée a notifié au Comité des subventions de l'OMC deux mesures sur les réserves pour pertes à l'exportation et sur les réserves pour le développement du marché outre-mer. Existe-t-il d'autres subventions concrètes à l'exportation en sus des deux précédentes?

Nous avons appris par un journal qu'un nouveau plan d'incitation à l'exportation a été annoncé en juillet 1996. Quel en est le contenu concret?

En plus de ces deux mesures, la Corée considère le Fonds d'investissement dans des installations comme une forme de subvention à l'exportation qui fait partie des subventions notifiées au Comité des subventions.

Voici, en substance, la teneur des mesures à l'exportation annoncées au cours du second semestre de cette année:

- A quatre occasions distinctes cette année, le gouvernement de la Corée a élaboré des plans en vue de freiner la récente augmentation du déficit courant.

- Ces plans comprennent des mesures destinées à favoriser le développement de la technologie du design et de la technologie industrielle, ainsi que la déréglementation, afin de réduire les coûts que doivent supporter les entreprises pour appuyer les activités de commercialisation des PME et de renforcer le système de gestion des ressources humaines des PME, d'abaisser graduellement les droits de douane afin d'assurer la stabilité des prix des matières premières, de promouvoir la mise au point de prototypes et de coopérer sur les plans stratégique et technique avec les entreprises de pointe.

Q13.a Le rapport du Secrétariat contient, au tableau III.8, une liste de subventions notifiées conformément aux dispositions de l'OMC. Est-il possible d'obtenir des précisions sur ce tableau, notamment en ce qui concerne la différence entre les "subventions prohibées" et les "subventions donnant lieu à une action"?

Parmi les subventions ayant fait l'objet d'une notification à l'OMC, on distingue cinq subventions prohibées, dont trois subventions à l'exportation, ainsi que la taxe pour l'investissement dans des installations, qui est une subvention visant au remplacement des importations.

Le gouvernement coréen estime que les subventions autres que celles des quatre types classés comme étant des subventions à la recherche-développement (cinq subventions prohibées) tombent dans la catégorie des subventions donnant lieu à une action.

Q13.b Si le "Programme pour la localisation de l'industrie des biens d'équipement" lancé en mai 1995 a pour objectif d'équilibrer l'expansion commerciale par le biais de l'accroissement des exportations, nous en redoutons les effets en termes de restrictions du commerce. Comment le gouvernement coréen peut-il estimer que ce programme est compatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC? Plus précisément, y a-t-il la moindre raison de considérer que cette mesure ne correspond pas à des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur les subventions? Le fait que seules les sociétés nationales qui réduisent le nombre de leurs machines bénéficient de prêts à faible taux d'intérêt n'est-il pas incompatible avec l'article III du GATT de 1994?

Voir les paragraphes 29-31.

Q14. En juillet 1991, le gouvernement a pris le décret dit de "contrôle de l'origine des produits", qui rend obligatoire le marquage des produits en langues coréenne et anglaise pour que le consommateur puisse être convenablement informé, etc. Par la suite, en mai et en juillet 1993, le décret en question a été modifié et, à notre sens, quelque peu amélioré, mais certains produits OEM ont commencé à faire l'objet de contrôles plus sévères et d'autres produits ont été ajoutés à la liste des produits visés. En novembre 1995, leur nombre atteignait 678. Ce système crée des charges trop lourdes et a des effets restrictifs sur le commerce, et nous nous inquiétons quant à sa compatibilité avec l'article 2.2 de l'Accord OTC. Le gouvernement de la Corée est-il disposé à l'améliorer?

Voir le paragraphe 71.

Q15. Le gouvernement coréen est-il disposé à assouplir les prescriptions relatives à l'indication, sur les étiquettes, de la durée de conservation des produits?

Le système coréen actuel d'étiquetage et d'indication de la durée de conservation est conforme aux normes internationales prévues par le CODEX. Le gouvernement coréen n'a donc pas envisagé d'y apporter des assouplissements.

Q16. Le gouvernement coréen pourrait-il nous fournir des renseignements plus détaillés sur les lois et réglementations qu'il a dû modifier pour mettre en oeuvre sa politique en matière de marchés publics?

Voir le paragraphe 74.

Q17.a Nous notons que le gouvernement coréen a parachevé sa réforme juridique interne dans le but de mettre en oeuvre l'Accord de 1995 sur les ADPIC. Pouvons-nous en déduire que la Corée respecte déjà intégralement les obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC?

Voir le paragraphe 76.

Q17.b Dans le rapport du gouvernement coréen, il est dit que le tribunal des brevets sera créé en mars 1998, mais quel est le calendrier concret à cet égard et où en est la réorganisation juridique?

Voir le paragraphe 78.

Q18. Quels sont les résultats concrets et récents à propos de l'accès des opérateurs étrangers aux services financiers et de télécommunication coréens à la suite de l'application des plans de libéralisation dans ces deux secteurs?

Depuis l'ouverture complète du secteur des services de télécommunication à valeur ajoutée en janvier 1995, on dénombre plus de 800 fournisseurs de services en concurrence les uns avec les autres. Dans le sous-secteur des télécommunications sans fil, où l'investissement étranger est autorisé à concurrence du tiers du capital total, on dénombre un certain nombre de coentreprises, dont la Shinsegi Mobile Co.

8. Etats-Unis d'Amérique

Q1. N'est-il pas exact que la limite globale à la participation étrangère est actuellement fixée à 18 pour cent et non à 15 pour cent, et qu'elle sera portée à 20 pour cent le 1er octobre? Est-il correct de dire que le plafond sera totalement supprimé en l'an 2000?

Voir le paragraphe 80.

Q2. La Corée prend-elle des mesures pour assurer que son régime de réglementation soit conforme à son objectif qui est d'aligner les normes coréennes sur les normes internationales et d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international?

Voir le paragraphe 73.

Q3. S'agissant du tableau II.2, pourquoi la Corée n'y fait-elle pas figurer ses notifications concernant les changements apportés aux prescriptions relatives à la durée de conservation et aux formalités de dédouanement des produits importés?

Conformément à l'Accord de l'OMC, le gouvernement coréen a notifié à l'OMC les mesures qu'il avait prises en vue de libéraliser les prescriptions relatives à la durée de conservation des produits et le système de gestion des produits alimentaires importés. Toutefois, cette information ne figure pas dans le tableau II.2 du rapport du Secrétariat.

Q4. Nous constatons, à la lecture du rapport du Secrétariat, que la Corée n'a pas revendiqué le statut de pays en développement aux termes de l'Accord SPS. Est-ce exact?

Voir les paragraphes 16-18.

Q5. La Corée préconise-t-elle la création d'une zone de libre-échange préférentiel entre les membres de l'APEC? Dans l'affirmative, cela se traduirait-il par l'élaboration de règles d'origine préférentielles au sein de l'APEC?

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q6. Les libéralisations qui ont eu lieu en mars 1996 étaient-elles les mêmes que celles que la Corée s'était engagée à mettre en oeuvre (en application de l'Accord de juillet 1995) dès le 1er octobre 1995?

La libéralisation de dix produits, dont le lait en poudre, en date du 29 mars 1996, était le fruit de consultations entre la Corée et les Etats-Unis dans le but de supprimer les différences d'interprétation de l'Accord de juillet 1995.

Q7. A la lecture de la notification révisée du 9 août, les Membres de l'OMC ne sont pas convaincus que la Corée a libéralisé les restrictions relatives à la durée de conservation pour ce qui est de la viande de boeuf et de porc fraîche ou réfrigérée emballée sous vide. La Corée prévoit-elle de lever cette ambiguïté en révisant de nouveau sa notification du 9 août et en soumettant une nouvelle notification à l'OMC?

En août 1996, la Corée a classé selon la nomenclature du SH les produits pour lesquels elle avait libéralisé en juillet 1996 les prescriptions relatives à la durée de conservation et a notifié ces produits à l'OMC.

La forme de la notification présentée en août 1996 était identique à celle du 1er octobre 1995 sur la libéralisation d'un certain nombre de produits.

La Corée a notifié la libéralisation de certains produits au niveau des positions à quatre chiffres du SH parce que celles-ci reprennent tous les produits des positions à six chiffres.

La notification présentée en août 1996 comprenait tous les produits visés par un accord conclu en 1995 entre la Corée et les Etats-Unis.

Q8. La Corée a-t-elle supprimé l'exception qu'elle avait fait inclure dans l'Accord de 1995 concernant la libéralisation des prescriptions relatives à la durée de conservation?

La directive émise en mai 1996 par le Ministère de la santé et de la protection sociale à l'intention de l'Administration régionale des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques concernant le délai de distribution des produits alimentaires faisait suite à la demande des Etats-Unis (formulée lors de la visite de C. Lund au Ministère) qui souhaitaient s'assurer que le dédouanement des produits à distribution libre ne serait pas retardé.

Cette décision a été prise par le Ministère de la santé et de la protection sociale pour respecter la promesse qu'il avait faite aux Etats-Unis de faire en sorte que le dédouanement ne soit pas retardé par le fait que les autorités chargées de l'inspection avaient exigé que soient présentés des documents non nécessaires concernant les produits dont le délai de distribution est libéralisé.

Dans sa conclusion, la directive spécifie que les inspecteurs ne peuvent exiger de renseignements que "lorsque la date de fabrication ou la durée de conservation du produit mentionnée sur l'étiquette du fabricant n'est pas lisible". Or, la traduction américaine mentionne "lorsqu'il est difficile de reconnaître la date de fabrication ou la durée de conservation du produit". Autrement dit, la directive vise non pas à accorder un pouvoir discrétionnaire aux douaniers, mais à empêcher les importateurs de modifier la durée de conservation de certains produits sans étiquette ou dont l'étiquette est illisible. En outre, l'information, quelle qu'en soit la forme, donne la date de fabrication ou la durée de conservation déterminée par le fabricant.

Q9. Quel est l'objectif de la Corée en ce qui a trait au taux d'échantillonnage si l'obligation de soumettre la totalité des produits aux essais en laboratoire doit être supprimée? Quand le système d'échantillonnage aléatoire entrera-t-il en vigueur en Corée? Ce genre de réforme sera-t-il opéré par voie législative ou réglementaire ou au moyen d'un décret ministériel ou présidentiel ou d'une directive interne? S'agissant de l'échantillonnage des nouveaux produits aux fins de la détermination de leur conformité, la Corée reconnaîtra-t-elle comme un même produit tous les envois subséquents d'un produit de la même marque en provenance du même pays d'origine, de mêmes dimensions, fabriqué dans la même usine et ayant transité par les mêmes importateurs et exportateurs?

Voir le paragraphe 104.

Q10. La Corée exige-t-elle qu'un produit reste en entrepôt jusqu'à la fin des essais en laboratoire? Existe-t-il un mécanisme d'appel permettant aux importateurs/exportateurs de contester les résultats des essais en laboratoire de l'Etat? En cas de résultats négatifs, la Corée exige-t-elle que tous les produits soient rappelés ou détruits?

Voir le paragraphe 103.

Q11. Quand le triage obligatoire sera-t-il aboli? Le sera-t-il à la fois au stade du dédouanement des importations et au-delà? Existe-t-il une prescription quant au triage obligatoire des produits horticoles d'origine nationale? Dans l'affirmative, quel organisme coréen l'administre? Cette réforme sera-t-elle opérée par voie législative ou réglementaire, ou au moyen d'un décret ministériel ou présidentiel ou d'une directive interne?

Voir le paragraphe 106.

Q12. Il est dit dans le rapport du Secrétariat que la Corée supprimera l'obligation actuelle de spécifier le pourcentage de chaque ingrédient entrant dans la composition d'un produit. Quand cette réforme entrera-t-elle en vigueur? La Corée continuera-t-elle de subordonner le dédouanement des produits importés à l'indication du pourcentage de chaque ingrédient dans leur composition? Dans l'affirmative, comment se justifie cette exigence du point de vue scientifique?

Voir le paragraphe 107.

Q13. Sur quelle base scientifique la Corée s'appuie-t-elle pour prétendre que certaines régions de Californie, internationalement reconnues comme étant exemptes de la mouche méditerranéenne des fruits, présentent des risques?

Voir le paragraphe 105.

Q14. La Corée a-t-elle l'intention de continuer d'exiger que les produits importés soient traités contre les parasites existant déjà dans le pays? Sur quelle base scientifique la Corée s'appuie-t-elle pour maintenir cette prescription? Quels parasites qui étaient auparavant soumis à un traitement obligatoire en Corée n'y seront plus soumis en vertu de la nouvelle politique?

Voir le paragraphe 107.

Q15. Après maintes discussions au fil des années, et malgré un grand nombre de notifications présentées à l'OMC, la Corée n'a toujours pas mis en oeuvre plusieurs mesures d'inspection à l'importation qui sont indispensables pour se conformer aux pratiques internationales communes.

Voir les paragraphes 103, 104, 105, 106 et 107.

Q16. Certains signes témoignent d'une certaine attitude protectionniste qui se manifeste tantôt par des campagnes anti-importations parrainées par l'Etat, tantôt par un harcèlement d'entreprises commerciales étrangères qui appellent à l'aide le gouvernement de leur pays. Quel est l'avis de la Corée à ce sujet?

Voir la seconde phrase du paragraphe 11.

Q17. Quelles sont les intentions de la Corée en ce qui concerne les droits de douane particulièrement élevés qui frappent un grand nombre de produits agricoles et halieutiques coûteux?

Voir le paragraphe 113.

Q18. S'agissant des alcools distillés, le code fiscal coréen pénalise-t-il les produits importés?

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q19. Pourquoi n'est-il nulle part fait mention de la disparité des taxes sur les alcools et pour l'éducation entre le soju et un produit similaire comme le whisky?

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q20. Outre le barème de la taxe sur les alcools, il devrait y avoir un barème distinct pour la taxe pour l'éducation. Celui-ci montrerait que le taux applicable au whisky, au cognac, aux liqueurs et aux mélanges de cognac et de whisky est de 30 pour cent, contre 10 pour cent pour le soju et zéro pour cent pour le yakju et le takju.

Les taxes pour l'éducation frappent non seulement le secteur des alcools, mais aussi les recettes brutes des banques et des compagnies d'assurance, ainsi que les montants exigibles au titre de la Loi sur la taxation des alcools, de la Loi sur le droit d'accise spécial, de la Loi sur les taxes locales (taxe sur les particuliers, taxe d'enregistrement, taxe sur les courses de chevaux, taxe immobilière, taxe foncière globale, taxe sur les automobiles), et enfin les montants de la taxe de consommation sur le tabac et ceux de la taxe sur les transports exigibles au titre de la loi y afférente. Par conséquent, la taxe pour l'éducation est imposée de façon distincte de la taxe sur les alcools.

Les différences dans les taux de la taxe pour l'éducation visent à assurer l'équité du fardeau fiscal entre les différentes catégories de revenus.

Q21. Quand la Corée réduira-t-elle le délai de dédouanement des produits alimentaires à deux-trois jours comme c'est le cas ailleurs?

Il est impossible pour l'instant de ramener ce délai à deux-trois jours. Toutefois, il est prévu de le faire dès que le réseau informatisé d'informations sur les produits importés, avec son système d'échantillonnage aléatoire, sera mis en place.

Q22. S'agissant du régime de licences, quels produits alimentaires la Corée considère-t-elle comme "sensibles"?

Il n'existe aucun produit alimentaire visé par des restrictions telles que des recommandations en matière d'importation et d'exportation.

Q23. Quelles sont les intentions de la Corée en ce qui concerne l'élimination des prescriptions relatives à la diversification des importations, notamment l'établissement d'un calendrier pour l'élimination des prescriptions par produits?

Voir les paragraphes 22 à 24.

Q24. En ce qui concerne l'huile de soja, la Corée n'a-t-elle pas notifié à l'OMC, le 12 mars 1996, qu'elle renonçait à invoquer l'article XIX comme elle le faisait depuis le 12 décembre 1995?

Effectivement, pour ce qui est de l'enquête qui a été ouverte aux fins de mesures de sauvegarde concernant l'huile de soja, la Corée a notifié qu'elle n'invoquerait pas l'article XIX du GATT de 1994. De l'avis de la Corée, la majoration de droits dans les limites du taux consolidé, qui a été recommandée comme mesure corrective, n'est pas une mesure qui relève de l'article XIX du GATT de 1994.

Q.25 Les importateurs sont-ils tenus d'entreposer un produit en un lieu précis en attendant les résultats des essais en laboratoire et, si les résultats des essais sont négatifs, de le détruire?

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q26. Dans quelles circonstances un comportement anticoncurrentiel est-il considéré comme raisonnable? Par exemple, une société peut-elle faire valoir qu'un tel comportement est raisonnable s'il s'avère nécessaire pour éviter une concurrence "ruineuse" ou pour assurer la rentabilité des investissements? La loi protège-t-elle les concurrents, ainsi que les consommateurs, dans certaines circonstances?

Voir les paragraphes 85 et 91.

Q27. Comment et, le cas échéant, jusqu'à quel point les amendements apportés en 1992 à la Loi coréenne sur la concurrence ont-ils modifié la structure ou le comportement des chaebols?

Voir le paragraphe 86.

Q28. S'agissant du monopole des entreprises commerciales d'Etat en matière d'importation et de répartition des importations, quels critères spécifiques sont appliqués pour déterminer si "le marché est ordonné"? Plus précisément, en vertu de quels critères les cartels d'importation/d'exportation sont-ils autorisés pour maintenir un marché ordonné? Ces critères sont-ils en contradiction avec les dispositions ou avec l'objet de la politique de concurrence énoncée dans la Loi sur les pratiques commerciales loyales?

Le gouvernement coréen exploite un réseau d'entreprises commerciales d'Etat pour le commerce de 19 produits agricoles, conformément aux Notes 4 et 5 de la Liste de la Corée. Les organismes de commerce d'Etat désignés sont les seuls habilités à importer et distribuer ces produits aux fins de l'administration des contingents tarifaires, comme nous l'avons notifié au Comité de l'agriculture et au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC. Comme un système de droits doubles s'applique aux contingents tarifaires, des rentes de contingentement finiront par apparaître, ce qui risque de perturber le marché intérieur. Il y a une certaine confusion entre la notion d'entreprises commerciales d'Etat désignées et celle de cartels d'importation et d'exportation dotés d'une habilitation.

La Corée procède actuellement à une révision de sa Loi sur le commerce extérieur qui aura pour effet de supprimer d'ici au 1er mars 1997 tous les problèmes liés aux accords spéciaux sur les cartels d'importation et d'exportation. Il n'y aura donc plus contradiction avec la politique en matière de concurrence.

Q29. Les statistiques présentées au tableau III.10 montrent qu'au cours de la période 1992-1995, 45 pour cent des activités de réglementation de la Commission coréenne des pratiques commerciales loyales ont été dirigées contre les prix de vente imposés. Tous les arrangements de ce genre sont-ils prohibés? Dans la négative, en quoi se justifient-ils?

D'abord, dans le lien qui est fait entre "Type" et "Enquêtes", le tableau III.10 établi par le Secrétariat de l'OMC est erroné; il faudrait donc modifier ce tableau comme ci-après (voir le tableau III.10).

Entre 1992 et 1995, les activités commerciales déloyales ont représenté 45 pour cent des 1 474 cas qui ont fait l'objet d'une intervention. Le prix de vente imposé, qui est un type d'activité commerciale déloyale, n'a représenté que 52 cas. En ce qui concerne les dispositions applicables à la prohibition des prix de vente imposés et les exemptions, voir le paragraphe 88.

Tableau III.10

Activités de la Commission coréenne des pratiques commerciales loyales, 1992-1995

(Nombre de cas)

Type	Année				Total
	1992	1993	1994	1995	
Enquêtes					
Activités commerciales déloyales	292	397	430	356	1 475
(Prix de vente imposés)	(16)	(17)	(7)	(12)	(52)
Transactions de sous-traitance déloyales	149	223	220	383	975
Contrats internationaux déloyaux	57	65	55	43	220
Activités anticoncurrentielles d'associations professionnelles	45	50	52	39	186
Contrats types déloyaux	8	34	83	51	176
Infractions en matière de combinaison d'activités	19	24	13	23	79
Collaboration abusive	9	16	20	26	71
Infractions en matière de concentration économique	37	5	12	3	57
Abus de position dominante sur le marché	6	2	1	3	12
Total	622	816	886	927	3 251
Mesures correctives					
Avertissements	416	458	503	566	1 943
Recommandations	39	70	102	122	333
Requêtes	0	3	7	0	10
Décisions	159	277	261	226	923
(Surtaxes)	(15)	(33)	(103)	(51)	(202)
Poursuites pénales	8	8	13	13	42
Total	622	816	816	927	3 251

Q30. Les Etats-Unis notent que le 1er juillet 1996, afin de mettre en oeuvre l'Accord sur les ADPIC, la Corée a adopté une loi révisée sur les brevets, avec effet (pour les pays développés) au 1er janvier 1996. Est-il exact que la nouvelle loi portera de 15 à 20 ans la protection accordée, mais que les brevets arrivés à expiration au cours des six premiers mois de 1996 ne bénéficieront pas de cette mesure?

Voir le paragraphe 77.

Q31. Quelles mesures sont prises pour protéger les oeuvres qui étaient protégées par le droit d'auteur avant 1957?

Aucune mesure n'est envisagée.

La Loi coréenne sur le droit d'auteur accorde une protection rétroactive aux oeuvres étrangères dont l'auteur est toujours vivant ou est décédé en 1957 ou après. Cette disposition est fondée sur l'article 18 3) de la Convention de Berne. Notre position est confirmée également par les précédents qu'ont établis les Etats-Unis et le Japon dans leurs lois relatives à la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.

Comme elle l'a souvent expliqué, la Corée estime que les points de vue différents sur cette question s'expliquent par l'absence jusqu'à ce jour d'interprétation uniforme et officielle de l'article 18 de la Convention de Berne.

Les différends en l'espèce pourront donc être résolus par des consultations entre les organisations internationales compétentes, c'est-à-dire l'OMC et l'OMPI, et les autres pays concernés, en vue d'arriver à une interprétation uniforme de l'article 18.

Q32. La décision récente de la Cour suprême en faveur d'un défendeur coréen au sujet de la protection des marques notoires défie toutes les règles internationales en matière de propriété intellectuelle. La Corée entend-elle remédier à cette situation?

Le gouvernement coréen est disposé à examiner la possibilité de modifier sa loi actuelle sur la prévention de la concurrence déloyale, au besoin, pour mieux protéger les marques de commerce notoires.

Grâce à la modification qu'elle a apportée en 1992 à sa Loi sur la prévention de la concurrence déloyale, la Corée dispose maintenant d'un cadre juridique conforme aux normes internationales pour la protection des secrets commerciaux. Dans ce cadre, il appartiendra aux tribunaux de déterminer si un secret commercial particulier peut ou non être protégé.

Q33. Quels efforts la Corée fait-elle pour améliorer la protection des secrets commerciaux?

Grâce à la modification qu'elle a apportée en 1992 à sa Loi sur la prévention de la concurrence déloyale, la Corée dispose maintenant d'un cadre juridique conforme aux normes internationales pour la protection des secrets commerciaux.

Dans ce cadre, il appartiendra aux tribunaux de déterminer si un secret commercial particulier peut ou non être protégé.

Q34. Quelles mesures la Corée a-t-elle prises pour mettre fin à la copie illégale de logiciels par des utilisateurs finaux?

Depuis 1996, des procureurs, des fonctionnaires du Ministère de l'information et des communications et des programmeurs informatiques visitent périodiquement les établissements des grandes entreprises et ceux qui sont soupçonnés d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle pour appliquer un programme antipiraterie (avant 1996, les mesures antipiraterie visaient essentiellement le marché des logiciels).

En outre, des fonctionnaires visitent périodiquement les grands utilisateurs de plus d'une dizaine de villes pour expliquer les divers programmes antipiraterie ainsi que l'importance de la protection de la propriété intellectuelle en matière de logiciels.

Q35. Le gouvernement coréen se propose-t-il de libéraliser des mesures comme l'obligation d'utiliser un pourcentage minimum d'un terrain aux fins de l'investissement annoncé, mesure qui pénalise les investisseurs étrangers? Le gouvernement coréen se propose-t-il de libéraliser celle-ci?

Le gouvernement coréen a constamment amélioré les possibilités d'acquisition de terrains par des étrangers. A l'avenir, nous prévoyons de continuer à recenser les obstacles et difficultés non nécessaires et à les supprimer, de façon à permettre aux investisseurs étrangers d'exercer leurs activités commerciales dans des conditions convenables.

Le but du système coréen relatif à l'acquisition de terrains par des étrangers est d'optimiser l'utilisation du territoire national dont la superficie est restreinte. Autrement dit, le gouvernement s'efforce d'encourager l'utilisation positive des terrains acquis, compte tenu de la superficie limitée du territoire national et des caractéristiques des marchés nationaux de l'immobilier où subsiste un esprit de spéculation. Toutefois, à l'avenir, le gouvernement coréen accroîtra graduellement les possibilités pour les étrangers d'acheter des terrains afin de permettre aux investisseurs étrangers de mener leurs activités commerciales dans des conditions convenables.

Q36. Paragraphe 2. Le gouvernement coréen envisage-t-il de mettre fin à sa politique d'émissions d'actions dans le public, par le biais de laquelle les sociétés appartenant à des intérêts étrangers dans une proportion inférieure à 50 pour cent peuvent être tenues d'offrir au public au moins 30 pour cent de leurs actions?

En fait, le gouvernement coréen n'a pris aucune mesure au titre de cette politique depuis 1990.

En outre, nous abolirons celle-ci complètement dès avril de l'an prochain lorsque sera révisée la Loi sur les valeurs mobilières et la bourse.

Q37. La Corée envisage-t-elle de combler la lacune de sa deuxième notification à l'OMC concernant le différend sur la durée de conservation des produits?

Voir le paragraphe 109.

Q38. Veuillez expliquer comment la République de Corée se propose d'améliorer l'administration des contingents tarifaires.

Voir le paragraphe 99.

Q39. D'après les Etats-Unis, il est manifeste, à la suite de la plainte portée devant l'OMC contre le Japon que le code fiscal coréen pénalise les alcools importés, et qu'il y a donc lieu d'ajouter sous IV 3) une section ix) intitulée "Boissons alcooliques".

Il a été répondu à cette question dans le rapport d'examen de la politique commerciale de la République de Corée.

Q40. Les restrictions applicables par voie de licences au raffinage de pétrole et à la vente d'essence au détail doivent être remplacées par un "système de restriction simple". Pourquoi un système d'enregistrement est-il nécessaire si les contrôles sont supprimés?

Le système d'enregistrement vise à assurer la sécurité des installations de stockage de pétrole.

Q41. Dans le rapport du Secrétariat, il est dit que l'administration des contingents tarifaires par des entités commerciales d'Etat ouvre la voie à d'éventuels conflits d'intérêts. Comment la Corée justifie-t-elle ce système au regard de ses obligations dans le cadre de l'OMC? Envisage-t-elle de le réviser?

Comme indiqué dans les Notes 4 et 5 de la Liste qu'il a présentée, le gouvernement coréen exploite un réseau d'entreprises commerciales d'Etat désignées pour 19 produits agricoles. Ces entreprises sont seules habilitées à importer et à distribuer les produits faisant l'objet de contingents tarifaires, ainsi que l'a notifié la Corée au Comité de l'agriculture et au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC.

Q42. Les Etats-Unis notent que le marché coréen des télécommunications est en proie à de graves problèmes, notamment sur les plans de l'accès aux biens et services et de la protection de la propriété intellectuelle. La Corée est-elle en mesure de formuler des observations générales à ce propos?

Le gouvernement coréen met en oeuvre une politique favorable à la concurrence tout en continuant de favoriser la déréglementation de ce marché:

- Le gouvernement coréen n'impose l'application d'aucune recommandation quant à une politique d'achat dans le pays qui soit propre aux télécommunications ni aucune prescription quant au choix de fournisseurs en matière de télécommunication. Les accords bilatéraux s'appliquent uniquement aux achats du gouvernement coréen ou de Korea Telecom.
- Services de télécommunication:

Le marché des services à valeur ajoutée est totalement ouvert depuis janvier 1995. Le marché des services de télécommunication de base sera graduellement ouvert à partir de janvier 1998, conformément à l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.
- Le gouvernement coréen protège la propriété intellectuelle conformément à ses propres lois en la matière, notamment la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur la protection des programmes d'ordinateur, etc.

Q43. Veuillez décrire la gamme des critères qui sont maintenus pour la délivrance de licences, y compris ceux que le Ministère de l'information et des communications appelle des critères "de moralité".

Régime de licences actuellement en vigueur:

Le régime de licences actuel prévoit un système d'"agrément" pour les fournisseurs de services de télécommunication de base, et de "notification" pour les fournisseurs de services à valeur ajoutée. A la suite d'une demande de propositions annoncée par le Ministère de l'information et des communications, les fournisseurs de services de télécommunication de base soumettent leurs propositions. Une licence est accordée à un fournisseur lorsque sa proposition est conforme à certains critères se rapportant aux éléments suivants:

- validité du plan de fourniture de services de télécommunication;
- validité du réseau d'installations;
- capacité financière et technologique;
- avancées technologiques attendues des services de télécommunication à fournir;
- plan de développement technologique concernant les services de télécommunication;
- plan de développement technologique propice au bon développement des télécommunications;
- autres prescriptions relatives à la fourniture de services de télécommunication.

Les critères généraux tels que les qualifications exigées des fournisseurs de services de télécommunication de base seront énoncés dans l'ordonnance applicable, tandis que des détails comme les normes et procédures d'examen des demandes figureront dans la notification pertinente, en vue d'encourager la participation active du secteur privé dans le secteur des télécommunications.

Les critères "de moralité" se réfèrent à des actes illicites au sujet desquels les tribunaux ont statué.

Q44. Veuillez expliquer pourquoi il est nécessaire que les demandeurs de licences pour des services de télécommunication sans fil donnent des renseignements sur l'origine et le prix commercial de l'équipement de réseau qu'ils se proposent d'acquérir, et en quoi ces renseignements obligatoires ont un rapport avec l'interdiction relative à la teneur en éléments d'origine nationale que prescrit l'Accord sur les ADPIC.

Le gouvernement coréen n'a jamais demandé aux demandeurs de licences pour des services de communication sans fil de donner des renseignements sur l'origine et le prix commercial de l'équipement de réseau qu'ils se proposent d'acquérir. (Si un demandeur a fourni ce genre de renseignements, c'était volontairement et cela n'a pas eu d'influence sur les résultats.)

Q45. Les Etats-Unis sont d'avis que la Corée peut et doit faire davantage pour réduire la mainmise gouvernementale sur les télécommunications en procédant à une réforme de sa réglementation, et qu'elle devrait l'indiquer sans équivoque. Le gouvernement de la Corée partage-t-il ce point de vue?

Le gouvernement coréen attache beaucoup d'importance à la "libéralisation progressive parallèlement au développement économique", et il s'efforcera constamment de promouvoir la déréglementation.

Q46. Veuillez expliquer la fonction et le rôle de la Commission coréenne des communications, ainsi que la nature de sa relation avec le Ministère de l'information et des communications.

La Commission coréenne des communications a pour fonctions:

- a) de formuler la politique générale en matière de télécommunication;
- b) d'élaborer et d'appliquer des réglementations commerciales et techniques;

- c) de délivrer des licences;
 - d) de négocier ou d'approuver des taux de répartition; et
 - e) de faire respecter la loi et la réglementation.
- Les deux principaux groupes de fonctions de la Commission sont l'examen et la prise de décisions. Les fonctions du premier groupe consistent notamment en l'élaboration de mesures relatives aux télécommunications, en l'octroi de licences aux fournisseurs de services de télécommunication de base et en la correction des pratiques déloyales. Les fonctions du second groupe sont notamment le règlement des différends ayant trait à l'interconnectivité et à la fourniture d'installations destinées aux fournisseurs de services, ainsi que le règlement des différends entre fournisseurs de services et utilisateurs.
 - La Commission se compose d'au plus huit membres nommés par le Président sur la recommandation du Ministre de l'information et des communications.
 - L'examen préalable à l'élaboration de mesures en matière de communication et l'adoption de nouvelles réglementations sont facultatifs, tandis que l'octroi de licences aux fournisseurs de services de télécommunication de base et la correction de pratiques déloyales doivent être approuvés par la Commission. La Commission ne s'immisce pas dans les négociations relatives à la tarification des services ou dans les questions d'autorisation, si ce n'est lorsqu'il s'agit de réajuster les redevances d'interconnexion demandées par des fournisseurs de services.

Q47. Le Ministère de l'information et des communications a-t-il envisagé de faire une déclaration publique en vue de rejeter le principe de l'intervention gouvernementale dans les achats effectués par des entités s'occupant de télécommunication?

Le gouvernement coréen n'a jamais exercé d'influence indue sur les décisions des fournisseurs de services de télécommunication en matière d'achat de matériel.

Q48. Existe-t-il un arbitre neutre ou un ombudsman habilité à recevoir les plaintes d'entités privées et étrangères offrant des services de télécommunication?

Depuis la séparation légale du Ministère de l'information et des communications et de Korea Telecom (KT) en 1982, c'est le Ministère qui est seul responsable de l'établissement de la politique et de la réglementation dans le secteur des télécommunications.

Si les fournisseurs de services ont des objections à une réglementation du Ministère ou aux pratiques déloyales d'autres fournisseurs de services, ils peuvent former un recours auprès du Ministère lui-même ou de la Commission coréenne des communications (KCC).

Si les fournisseurs ne sont pas satisfaits de la réponse de la KCC, ils peuvent en appeler à la Haute Cour de justice.

Q49. Où en est la législation dans des domaines comme la syndicalisation des fonctionnaires et des enseignants, l'intervention de tiers et le recours à des dispositions d'exception? Existe-t-il un calendrier pour la poursuite de la modernisation dans ces domaines et dans d'autres de la politique du travail? Dans l'affirmative, veuillez expliquer ce qu'il en est.

Depuis six mois, la réforme du droit du travail fait l'objet de discussions approfondies au sein de la Commission présidentielle chargée de la réforme des relations entre les partenaires sociaux, créée le 9 mai 1996 et formée de représentants des travailleurs, du patronat et de la population, et dont le rôle est d'être à l'écoute de l'opinion publique et de coordonner les positions prises par les travailleurs et le patronat.

- S'inspirant d'un consensus quant à la réforme des systèmes et pratiques existants en matière de relations entre partenaires sociaux, et dans le but de rehausser le niveau de vie des travailleurs et d'accroître la souplesse du marché du travail, la Commission est parvenue à un accord sur un nombre substantiel de questions. Toutefois, les travailleurs et les patrons n'ont pu s'entendre sur plusieurs questions-clés. La Commission a donc terminé ses travaux en laissant ces questions en suspens et a fait rapport au gouvernement en conséquence.

Lorsqu'il a reçu le rapport de la Commission, le gouvernement, estimant que la question importante du patronat national ne pouvait souffrir de retard supplémentaire, a décidé de déposer sa proposition, qu'il a soumise sans tarder à l'Assemblée nationale.

- Une Commission chargée de la promotion de la réforme des relations entre les partenaires sociaux, dirigée par le Premier Ministre et composée de 14 Ministres, dont le Ministre du travail, a été créée.
- La Commission a élaboré un plan visant à promouvoir la prospérité du pays et à en faire bénéficier la population, à la lumière du rapport qu'avait présenté la Commission présidentielle chargée d'étudier la réforme des relations entre les partenaires sociaux.
- Le 10 décembre 1996, soit immédiatement après la fin de la période de notification pour l'adoption de la loi (du 3 au 9 décembre), la Commission a soumis à l'Assemblée nationale le projet de loi portant révision de la législation du travail.

Après y avoir apporté quelques modifications, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi révisé le 26 décembre 1996. La nouvelle loi a été promulguée le 31 décembre suivant.

Les lois révisées du travail marquent un progrès considérable puisqu'elles sont désormais conformes aux normes de l'OIT tout en tenant compte de la situation particulière de la Corée.

Par comparaison avec les précédentes, les nouvelles lois constituent un pas dans la bonne direction: elles élargissent la liberté d'association en autorisant les syndicats multiples et en abolissant les interdictions relatives à l'intervention de tiers et aux activités politiques des syndicats tout en accroissant la souplesse du marché du travail.

Devant les fortes pressions exercées par le monde syndical, une réunion entre les chefs des partis au pouvoir et de l'opposition s'est tenue le 21 janvier 1997, au cours de laquelle il a été convenu de rouvrir le débat à l'Assemblée nationale sur les questions relatives au droit du travail. Cette dernière sera donc saisie de nouvelles dispositions législatives sur la liberté d'association et d'autres questions.

9. Argentine

Q1. S'agissant des "droits de rétorsion", quelles sont les "situations" particulières envisagées dans la législation? De quel genre seraient les mesures prises par les partenaires commerciaux qui pourraient finir par provoquer l'application de droits de rétorsion? Quelles gammes de produits seraient visées par ce genre de mesures? Celles-ci s'appliqueraient-elles à toutes les catégories

de produits ou seulement à certains produits désignés dans la législation? Sont-elles couvertes par des règles de l'OMC? Dans l'affirmative, lesquelles?

Voir le paragraphe 66.

Q2. Comment se justifient, du point de vue juridique, certaines dispositions du régime de sauvegardes de la Corée comme la suspension ou l'interdiction de certaines importations, la promotion d'accords d'achat entre fabricants et utilisateurs nationaux, et les "discussions d'ajustement" entre des exportateurs étrangers et des sociétés nationales demandant une protection?

Voir la réponse à la question 5.d du Japon.

Q3. Pourriez-vous donner de plus amples renseignements sur le fonctionnement des "divers programmes de localisation" et la façon dont ceux-ci sont appliqués? Pourriez-vous expliquer l'origine et l'avenir de ce genre de programme?

Voir les paragraphes 29 à 31.

Q4. Pourriez-vous donner des renseignements plus détaillés sur l'"initiative de remplacement des importations" qui, d'après le rapport du Secrétariat, a été lancée en mai 1995 et concerne 105 produits? Comment fonctionne cette initiative? Quel type d'assistance est accordé à ces produits? L'initiative a-t-elle été notifiée à l'OMC? Dans l'affirmative, quand?

Dans le cadre du Plan quinquennal pour la localisation des machines, des pièces et des matériaux, mis en oeuvre en janvier 1992, le gouvernement coréen a accordé une aide indirecte pour la mise au point de prototypes de nouveaux produits, l'introduction de nouvelles techniques dans les activités de production et la collecte d'informations relatives à la technologie.

Le gouvernement coréen a intégré ce plan au Programme pour la localisation de l'industrie des biens d'équipement.

- Ce programme porte essentiellement sur les incitations propres à accroître la demande et vise à améliorer les conditions de la recherche-développement, à attirer l'investissement étranger par l'expansion de la demande et à améliorer la qualité, plutôt que sur l'aide à la production.

Voici les mesures concrètes qui ont été prises dans le cadre de ce programme:

Mesures concernant la recherche-développement

Aide à la mise au point de prototypes

- 70 produits, 58 milliards de won (1995); 214 produits, 183 milliards de won (1996).

Normalisation de 600 produits d'ici à l'an 2000

- 50 produits en 1996.

Incitations fiscales en faveur de la recherche-développement

- relèvement du plafond des réserves pour le développement technologique (3 pour cent, 5 pour cent).

Amélioration de la qualité

Octroi de la marque "EM" pour 236 produits en 1996.

Perfectionnement de la main-d'oeuvre

Accroissement des quotas d'inscriptions pour les collèges techniques.

Promotion de l'investissement étranger dans l'industrie des biens d'équipement

Une mission de promotion de l'investissement étranger sera dépêchée dans le but de faire baisser les coûts d'acquisition de terrains pour la construction d'installations par des sociétés à capitaux étrangers.

Promotion de la demande de biens d'équipements

Octroi de prêts en devises pour un montant de 1,3 milliard de dollars EU en 1996.

- Les prêts en devises n'étaient disponibles que pour l'importation de machines fabriquées outre-mer.

Etablissement, en avril 1996, d'une société de financement dotée d'un fonds de 500 milliards de won pour l'année.

D'autres mesures n'ont pas encore été définies, mais il sera fait en sorte qu'elles soient compatibles avec les règles de l'OMC.

ANNEXE

Projet de réponse aux questions thématiques soulevées par les Membres

(Examen de la politique commerciale de la République de Corée)

Merci, Madame la Présidente

J'aimerais tout d'abord, au nom de la délégation coréenne, remercier sincèrement nos deux éminents présentateurs et l'ensemble des délégations pour leurs observations et questions éclairées sur la politique commerciale de la Corée.

I. Expansion économique rapide et ses conséquences

1. Après le premier examen de la politique commerciale de la Corée en 1992, le taux de croissance de l'économie coréenne a considérablement reculé, tombant de 9 pour cent en 1990 et en 1991 à des taux plus anémiques de 5,1 pour cent en 1992 et 5,8 pour cent en 1993. Selon les normes coréennes, les taux de croissance de cet ordre de grandeur sont jugés décevants, d'où l'émergence d'un sentiment de crise économique dans le pays.

2. Je tiens également à remercier le Secrétariat qui nous a aidé à convenir d'un cadre thématique pour la séance d'aujourd'hui.

3. Je vais tenter de regrouper les points soulevés par les Membres autour des quatre grands thèmes suivants:

- i) Evolution macro-économique et conséquences d'une expansion économique rapide.
- ii) Politiques liées aux mesures tarifaires et non tarifaires, à savoir:
 - a) orientation de la politique générale;
 - b) droits de douane;
 - c) mesures non tarifaires.
- iii) Questions relatives aux ADPIC, aux MIC, à la politique industrielle et à la politique en matière de concurrence.
- iv) Questions sectorielles, dont l'agriculture, la pêche et les services.

4. Pour redonner à la Corée son dynamisme économique, le gouvernement a élaboré le Plan quinquennal pour une nouvelle économie, mis en oeuvre immédiatement. Ce plan était axé sur l'ouverture du marché et la déréglementation. Il créait un mécanisme pratique de développement économique en encourageant l'ingéniosité et la participation des divers acteurs économiques.

5. La Corée a participé activement aux négociations du Cycle d'Uruguay. Surmontant les difficultés considérables engendrées par l'ouverture du secteur agricole, elle n'a jamais cessé de poursuivre systématiquement sa politique d'ouverture du marché, de libéralisation et de déréglementation. Elle a par la suite renoué avec des taux de croissance plus élevés: 8,6 pour cent en 1994 et 9,3 pour cent en 1995.

6. Comme précédemment, le principal facteur de la reprise de la croissance a été le commerce international. En 1992, les exportations ont contribué à la croissance nationale dans une proportion de 13,7 pour cent. En 1994, cette proportion était passée à 29,1 pour cent et en 1995, elle était de 47,3 pour cent. Parallèlement, la part du commerce dans le PNB est passée de 51,9 pour cent en 1992 à 57,6 pour cent en 1995.

7. La rapide reprise économique du pays et son progrès économique continu ont reposé sur une expansion du commerce due à une politique systématique d'ouverture du marché, de libéralisation et de déréglementation. La compétitivité internationale accrue de la Corée a été le fruit de ce processus.

8. Toutefois, ces faits positifs ont été éclipsés par le déséquilibre de la balance des opérations courantes. Une chute brutale du prix international des semi-conducteurs de type puce à mémoire a exacerbé le problème.

9. Les efforts du gouvernement pour maîtriser le déficit courant ont privilégié les mesures à moyen terme et à long terme visant à accroître le potentiel de croissance de l'économie coréenne plutôt que les solutions à court terme ayant un effet de distorsion sur les prix.

10. Le renforcement de la compétitivité coréenne passe inévitablement par l'expansion des investissements d'infrastructure, le perfectionnement de la main-d'oeuvre par la réforme de l'enseignement, l'aide à la recherche-développement et l'intensification de la concurrence intérieure et internationale dans le secteur financier. L'investissement étranger direct et l'investissement direct à l'étranger sont encouragés. Ces mesures devraient entraîner la création de nombreux secteurs industriels de pointe et de haute valeur.

11. De nouveaux instruments financiers et de nouvelles incitations fiscales ont été conçus pour accroître l'épargne intérieure, stabiliser les prix et améliorer la balance des opérations courantes. Toutefois, le gouvernement coréen ne mènera ni n'encouragera aucune campagne "anti-importation" ni aucune politique de discrimination à l'égard des importations.

12. La Corée participe de manière active à des organisations commerciales multilatérales. Cette participation est indispensable pour son économie, étant donné que le commerce, l'investissement et les transactions de la Corée avec l'économie mondiale seront déterminants pour la croissance et la prospérité futures du pays.

13. Bien qu'elle ait participé aux négociations du Cycle d'Uruguay en qualité de pays en développement et qu'elle ait choisi, eu égard à son environnement économique et politique, de mettre en oeuvre en cette qualité les engagements qu'elle avaient pris dans ces négociations, la Corée n'épargne aucun effort pour en accélérer la mise en oeuvre dans les limites de ses possibilités.

14. A la fin de 1995, la Corée avait promulgué et révisé toutes les lois nécessaires pour prendre en compte l'Accord sur les ADPIC. Certes, toutes les lois n'ont pas été mises en application dans les délais fixés pour les pays développés, mais la plupart des lois importantes relatives aux ADPIC sont actuellement en application, bien avant le délai fixé pour les pays en développement.

15. S'agissant de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Corée supprimera toutes les subventions prohibées à l'OMC d'ici à la fin de 1998, soit une année seulement après le délai de grâce accordé aux pays développés.

16. A l'heure actuelle, il est difficile pour la Corée de renoncer à son statut de pays en développement dans tous les secteurs des négociations futures au sein de l'OMC. Par exemple, elle conservera ce statut dans le secteur de l'agriculture.

17. La Corée est un membre actif de l'APEC depuis le début de celui-ci, et elle est fermement attachée aux principes d'un régionalisme ouvert. De même, l'OCDE lui est apparue comme une organisation avec laquelle elle souhaite établir de nouvelles relations en tant que membre à part entière. Elle espère être bientôt invitée à adhérer à l'OCDE.

18. Toutefois, la Corée ne croit pas que cette adhésion à l'OCDE lui donnera automatiquement le statut de membre pleinement développé de l'OCDE. Elle considère l'adhésion à l'OCDE comme un tremplin pour la poursuite de la libéralisation et de la déréglementation de son économie.

II. Politiques liées aux mesures tarifaires et non tarifaires

a) Orientation de la politique générale

19. Depuis le milieu des années 80, la Corée poursuit la libéralisation de son marché afin d'améliorer la compétitivité de son secteur industriel, de maintenir des relations commerciales harmonieuses avec ses partenaires commerciaux et d'assumer les responsabilités et le rôle qui lui incombent en tant que membre de la communauté internationale.

20. Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, la Corée a pris une part active aux consultations internationales concernant les droits de douane. A la suite de ces négociations, le nombre des produits visés par des droits préférentiels s'élevait à 9 580 sur 10 859 produits (au niveau des positions à dix chiffres du SH), le taux préférentiel moyen appliqué aux produits manufacturés ayant été réduit jusqu'à 8,2 pour cent.

21. Avec le lancement de son Plan quinquennal pour une nouvelle économie (1993-1997), qui prévoit l'abolition des réglementations et des restrictions gouvernementales non nécessaires, la Corée s'est efforcée d'accroître la transparence de sa politique commerciale et de rendre sa réglementation intérieure conforme aux normes internationales. La Corée met en oeuvre fidèlement les Accords du Cycle d'Uruguay et s'efforce même d'accélérer ce processus dans les domaines où elle peut le faire.

La politique commerciale coréenne s'appuie essentiellement sur l'expansion du libre-échange, et la Corée s'efforce sincèrement de réaliser les objectifs suivants de promotion du commerce:

- Expansion équilibrée du commerce conformément aux principes du libre-échange.
- Internationalisation des institutions et des réglementations intérieures liées au commerce.
- Contribution au maintien et au développement du système commercial multilatéral.
- Promotion de la concurrence internationale et adaptation de la structure industrielle nationale.
- Réduction et suppression des frictions commerciales internationales.

22. Le Programme de diversification des importations a été mis en place en 1978 pour atténuer le déséquilibre chronique et structurel des échanges avec le Japon et réduire la dépendance excessive de la Corée dans le domaine du commerce et de l'industrie.

23. La Corée n'a jamais enregistré d'excédent commercial avec le Japon ces 35 dernières années et, en 1995, le déficit de ses échanges avec ce pays s'élevait à une fois et demie son déficit commercial total.

24. Le Programme de diversification des importations vise principalement à réorienter l'approvisionnement extérieur des entreprises coréennes vers d'autres pays étrangers dans le but d'équilibrer la structure géographique des importations. Bien que le déficit avec le Japon continue de se creuser, la Corée a récemment décidé d'abandonner ce programme d'ici à la fin de 1999. Le nombre des produits qui en relèvent sera progressivement réduit sur une base semestrielle. Il n'existe aucun lien entre les règles d'origine et ce programme.

25. Le système coréen des règles d'origine repose sur deux critères.

26. Le premier critère est le changement de position tarifaire dans la classification du SH. Si le processus de production dans un pays particulier entraîne, pour un produit, un changement dans la position à six chiffres du SH, ce produit est réputé originaire de ce pays.

27. Le deuxième critère est celui de la valeur ajoutée. Est réputé pays d'origine celui dans lequel la valeur ajoutée d'un produit est supérieure à 35 pour cent de la valeur totale du produit dans ce pays.

28. Pour prendre en compte les résultats de travaux actuellement menés par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et pour simplifier le fonctionnement du système des règles d'origine, la Corée a ramené de 40 à 30 le nombre des produits assujettis au critère de la valeur ajoutée (au niveau des positions à dix chiffres du SH). La Corée poursuivra la révision de son système en tenant compte des travaux de l'OMD concernant l'harmonisation des règles d'origine.

29. Dans le cadre du Plan quinquennal pour la localisation des machines, des pièces et des matériaux, mis en oeuvre en janvier 1992, le gouvernement coréen a prévu une aide indirecte à la mise au point de prototypes de nouveaux produits, l'introduction de nouvelles techniques de production et la collecte d'informations en matière de technologie.

30. En mai 1995, le plan a été intégré dans le Programme pour la localisation de l'industrie des biens d'équipement.

- Le nouveau programme est axé non pas sur l'aide à la production mais sur les incitations visant à accroître la demande, à améliorer les conditions de la recherche-développement, à attirer l'investissement étranger par l'expansion de la demande et à améliorer la qualité.

31. Les mesures concrètes qui ont été prises dans le cadre du Programme pour la localisation de l'industrie des biens d'équipement sont par exemple les suivantes:

Mesures concernant la recherche-développement

Aide à la mise au point de prototypes

- 70 produits, 58 milliards de won (1995); 213 produits, 172 milliards de won (1996).

Normalisation de 600 produits d'ici à l'an 2000

- 50 produits en 1996.

Incitations fiscales en faveur de la recherche-développement

- relèvement du plafond de la réserve pour le développement technologique (de 5 à 30 pour cent).

Amélioration de la qualité

Octroi de la marque "EM" pour 201 produits avant août 1996.

Perfectionnement de la main-d'oeuvre

Accroissement du quota d'inscriptions au collège technique.

Promotion de l'investissement étranger dans l'industrie des biens d'équipement

Une mission de promotion de l'investissement étranger sera dépêchée dans le but de faire baisser les coûts d'acquisition de terrains destinés à la construction d'installations pour des sociétés à capitaux étrangers.

Promotion de la demande de biens d'équipement

Octroi de prêts en devises pour une valeur de 2,5 milliards de dollars EU (juillet 1996).

- Ces prêts en devises n'étaient accordés que pour l'importation de machines fabriquées outre-mer.

Etablissement en avril 1996 d'une société de financement dotée de 500 milliards de won pour l'année.

D'autres mesures n'ont pas encore été définies, mais des efforts seront faits pour s'assurer qu'elles soient compatibles avec les règles de l'OMC.

32. Quatre-vingt-un produits devraient faire l'objet d'une recommandation en matière d'importation; il s'agit pour la plupart de produits agricoles, à l'exception de huit produits dont trois à base de sel, un à base d'anthracite et quatre à base de soie.

33. L'intention est de charger des associations privées d'établir des recommandations en matière d'importation de produits tels que les tissus de soie car elles ont une connaissance spéciale de ces produits.

34. Pour accroître la transparence de l'administration du système des recommandations en matière d'importation par des associations privées, et en assurer le fonctionnement harmonieux, le gouvernement effectue un contrôle périodique de ces associations, conformément à la Loi sur le commerce extérieur.

35. Le gouvernement coréen libéralisera tous les produits en 1997, à l'exception de huit catégories de vaches et de viande de boeuf, pour lesquelles la levée complète et automatique des restrictions aura lieu à partir de 2001.

36. Les recommandations en matière d'importation sont demeurées obligatoires pour les tissus de soie jusqu'en 1997, car les producteurs nationaux doivent disposer d'un certain temps pour s'adapter à la libéralisation des importations.

37. Le Ministère de l'économie et des finances appliquera des droits antidumping si la Commission coréenne du commerce détermine qu'un produit étranger est vendu sur le marché intérieur à un prix inférieur à sa valeur normale, causant ainsi un dommage important à une branche de production nationale ou un retard important dans l'établissement d'une branche de production.

38. L'effort qu'accomplit la Corée pour mettre en oeuvre le Code antidumping issu du Cycle d'Uruguay a débuté immédiatement après la présentation du projet Dunkel, qui a posé les principes de base du nouveau Code antidumping. Le 31 décembre 1993, la Loi douanière a été modifiée pour pouvoir intégrer plus facilement les résultats des négociations du Cycle d'Uruguay, de même que le Décret présidentiel pour le rendre compatible avec ce projet. Le 31 décembre 1994, le Décret présidentiel et le règlement d'application de la Loi douanière ont été modifiés pour permettre la mise en oeuvre du nouveau Code antidumping de l'OMC.

39. En juillet 1995, le Comité des pratiques antidumping de l'OMC a examiné le régime des droits antidumping de la Corée dans le cadre de sa fonction de surveillance de la mise en oeuvre de l'Accord.

40. En décembre 1995, la Corée a révisé la Loi douanière et son décret d'application afin d'améliorer le système de lutte contre le dumping en fonction des recommandations du Comité des pratiques antidumping de l'OMC.

41. En vertu du Décret présidentiel révisé entré en vigueur le 1er juillet 1996, les restrictions quantitatives ont été exclues des engagements de la Corée.

42. Le gouvernement coréen estime que pour les besoins de la mise en oeuvre rapide et cohérente de son programme de libéralisation, des mécanismes de sauvegarde sont nécessaires non seulement pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé à des branches de production nationales, mais aussi pour instaurer un environnement propre à favoriser la libéralisation.

43. Le gouvernement coréen est pleinement résolu à mettre en oeuvre les mécanismes de sauvegarde d'une manière transparente et conforme aux règles de l'OMC. Il a modifié la Loi sur le commerce extérieur et le Décret présidentiel d'application en décembre 1994 et en juillet 1995 pour intégrer les résultats du Cycle d'Uruguay.

44. En novembre 1995, le Comité des sauvegardes de l'OMC a examiné la conformité des mécanismes de sauvegarde appliqués par la Corée. En décembre 1995, le gouvernement coréen a modifié la Loi douanière en fonction des conclusions de cet examen, et il devait avoir terminé pour la fin de 1996 la révision de la Loi sur le commerce extérieur.

45. Depuis 1992, sept demandes ont été déposées en vue de faire appliquer des mesures de sauvegarde; quatre ont été ultérieurement retirées, une a abouti à une décision négative et deux à une détermination positive.

46. S'agissant du lait en poudre, une demande d'enquête a été déposée en mai dernier, et les produits (SH 0404.90.000, 1901.90.2000) ont été libéralisés au cours de la période allant de janvier 1993 à janvier 1995.

47. L'avis préalable relatif à l'audience publique dans cette affaire a été déposé le 25 juillet 1996. L'audience elle-même a eu lieu le 20 août 1996.

48. Encore une fois, il importe de mentionner que les mécanismes de sauvegarde utilisés par le gouvernement coréen seront appliqués strictement selon des procédures juridiques transparentes pleinement conformes aux règles de l'OMC.

49. S'agissant du développement industriel, la Corée a abandonné sa politique visant à privilégier certains secteurs en 1985, année de l'adoption de la Loi sur le développement de l'industrie. Les programmes actuellement mis en oeuvre peuvent, d'une façon générale, être classés en programmes d'aide pour le développement des ressources technologiques et humaines, en programmes pour le

développement des régions défavorisées et en programmes d'investissement pour la protection de l'environnement.

50. Le gouvernement coréen applique ces programmes de manière aussi objective et transparente que possible. En 1995, il a supprimé l'amortissement spécial et une déduction fiscale temporaire pour les nouveaux investissements afin de mettre le niveau de soutien en conformité avec la directive de l'OCDE.

51. Un exemple type de programme de développement dans le secteur de la haute technologie est le Programme national pour les technologies de pointe, qui ne vise pas de secteur particulier mais les technologies névralgiques du futur.

52. Les prêts à l'appui de réformes sont définis dans le rapport du Secrétariat comme étant tous les prêts et escomptes accordés par les banques spécialisées (secteur privé) et la Banque de Corée. Leur part a inévitablement tendance à être surestimée, car une forte proportion de ces prêts sont accordés par les banques spécialisées et comprennent les prêts généraux, les découverts, les prêts spéciaux, etc. Il ne s'agit pas, strictement parlant, d'opérations à l'appui de réformes, mais d'opérations bancaires commerciales.

53. En particulier, il n'existe pas de prêts à l'appui de réformes pour les investissements dans la construction navale. Le gouvernement n'a jamais accordé d'aide publique directe ou de garanties de financement pour la construction de nouveaux navires. Il a fixé à un niveau minimum le financement étranger uniquement pour maintenir une masse monétaire optimale et stabiliser les prix.

54. Les petites et moyennes entreprises (PME) assurent en Corée quelque 69,1 pour cent de l'emploi, 48,1 pour cent de la production totale et 42,4 pour cent des exportations.

55. La population ayant un lien direct ou indirect avec les PME a récemment été estimée à 26 millions de personnes; les difficultés rencontrées par ces entreprises sont donc reconnues comme importantes non seulement sur le simple plan économique mais aussi sur les plans social et politique.

56. En outre, les PME jouent un rôle fondamental dans l'économie coréenne parce qu'elles remplacent ou complètent les grosses entreprises dans de nombreux domaines où celles-ci ne pouvaient se permettre d'opérer. Actuellement, elles connaissent de nombreux problèmes tels que des coûts de main-d'oeuvre et des taux d'intérêt élevés, une pénurie de main-d'oeuvre, etc.

57. Pour résoudre les difficultés des PME, le gouvernement intervient essentiellement sur le plan de la restructuration en douceur en leur facilitant l'accès à l'information, par exemple en leur donnant des conseils sur les activités économiques, les questions financières, les tendances du marché et le développement technologique.

58. Conformément aux Accords de l'OMC, le Fonds de développement industriel a été converti en Fondation industrielle dont le rôle est, d'abord, de soutenir les activités de recherche-développement favorisant la productivité et la valeur ajoutée, deuxièmement, de faciliter la modernisation du réseau de distribution et, enfin, de renforcer le potentiel de croissance des PME. Le montant total des prêts accordés par le Fonds en 1995 s'est élevé à 261,5 milliards de won. L'aide financière accordée par le gouvernement est considérée comme ne donnant pas lieu à une action parce qu'elle n'est pas spécifique.

b) Droits de douane1) Réductions de droits

59. La libéralisation systématique des échanges entreprise depuis les années 80 s'est traduite par une réduction importante du taux général moyen des droits, qui a été ramené de 21,9 pour cent en 1984 à 7,9 pour cent en 1994. En 1995, des droits peu élevés de 1 à 3 pour cent étaient imposés sur les matières premières, et la plupart des produits manufacturés sont maintenant assujettis à un taux de 8 pour cent. Les taux généraux applicables en 1995 et en 1996 sont pratiquement identiques à ce qu'ils étaient en 1994; la Corée ne prévoit pas de les réviser pour le moment.

2) Concessions tarifaires dans le cadre du Cycle d'Uruguay

60. La Corée a largement contribué aux négociations du Cycle d'Uruguay en offrant un certain nombre de concessions tarifaires. S'agissant des droits consolidés, la Corée a porté à 91,2 pour cent en 1995 son taux de consolidation, contre 7 pour cent avant le Cycle d'Uruguay, en faisant des concessions sur 9 580 produits sur un total de 10 502 au niveau des positions à dix chiffres du SH. Avec une réduction tarifaire moyenne de 54,2 pour cent sur la base de la valeur pondérée par les échanges - ce qui est considérablement plus que le taux de réduction minimal de 33 pour cent convenu pendant le Cycle d'Uruguay - le taux moyen applicable aux produits manufacturés, qui était de 17,9 pour cent en 1986, passera à 8,2 pour cent d'ici à l'an 2004. Parmi les facteurs à prendre en compte dans les négociations sur la consolidation des lignes tarifaires figurent le niveau de développement de l'industrie et le niveau du droit à consolider.

La Corée mettra en oeuvre l'initiative "zéro pour zéro" de l'OMC conformément à sa liste de concessions tarifaires. Par exemple, les droits sur 28 produits au niveau des positions à quatre chiffres du SH, parmi lesquels figurent les circuits intégrés électroniques, les ensembles micro-électroniques et les grues, seront ramenés à zéro d'ici à 1999. La Corée a également harmonisé les taux applicables aux produits chimiques conformément à sa liste de concessions tarifaires.

3) Variations entre les taux consolidés et les taux appliqués

61. Les taux de droits consolidés sont dans la plupart des cas plus élevés que les taux actuellement appliqués, non parce que les droits consolidés ont été insuffisamment réduits, mais parce que la réduction des droits effectivement appliqués (taux de droit général) par suite de la mise en oeuvre du plan de réductions tarifaires pour 1989-1994 a été relativement plus importante.

Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, le taux courant qui a été utilisé pour les réductions était celui de 1986. Le taux minimum de réduction établi pour les pays membres était inférieur de 33 pour cent au taux courant de 1986. Ayant participé activement aux négociations du Cycle d'Uruguay sur les droits de douane, la Corée a réduit de 54 pour cent ses taux consolidés, atteignant et même dépassant ainsi les prescriptions minimales en matière de réductions. Le nombre de positions consolidées est passé de 7 pour cent avant le Cycle d'Uruguay à 90 pour cent après.

Non seulement la Corée a pris une part active au Cycle d'Uruguay, mais elle a aussi élaboré et mis en oeuvre un plan de réductions tarifaires volontaires pour la période 1989-1994. En conséquence, le taux moyen appliqué (taux de droit général) est tombé de 19,9 pour cent en 1986 à 7,9 pour cent en 1994, soit une baisse de 60,3 pour cent.

Avant la fin des négociations du Cycle d'Uruguay, la Corée avait déjà mis en oeuvre un programme volontaire de réductions de droits prévoyant des taux inférieurs à ceux qui ont été établis lors des négociations. Voilà qui montre à quel point la Corée est déterminée à s'ouvrir aux pays étrangers.

4) Système de droits souples

62. Pour pouvoir réagir rapidement à l'évolution de la conjoncture, la Corée applique un système de droits souples pour certaines marchandises, dans les limites autorisées par la Loi douanière. Celle-ci prescrit dix taux souples, y compris des droits pour stabilisation des prix. Toutefois, les dix types de taux souples n'ont jamais compris de droits compensateurs, de droits de rétorsion et de droits saisonniers. En outre, des droits pour stabilisation des prix n'ont été appliqués qu'au cours du premier semestre de 1984. Les droits antidumping, les droits exceptionnels et les droits exceptionnels spéciaux, qui servent de mesures correctives en cas de dommage causé à une branche de production nationale, sont fondés sur les Accords pertinents de l'OMC. Les droits pour stabilisation des prix seront éliminés à compter de 1997, étant donné qu'ils pourront être remplacés par des contingents tarifaires ou des droits d'ajustement.

Si le Ministre des finances et de l'économie le juge nécessaire, des droits souples pourront être temporairement appliqués en vertu d'un décret présidentiel. Jusqu'à ce jour, aucun droit de rétorsion ou droit pour stabilisation des prix n'a été appliqué.

Droits d'ajustement

63. Si l'augmentation des importations d'un produit particulier risque de perturber le marché intérieur de ce produit ou de faire s'effondrer la base industrielle de ce marché, un droit de douane dit d'ajustement peut être imposé dans les limites des taux résultant de concessions consenties lors du Cycle d'Uruguay, afin de prévenir ou de corriger ce genre de situation.

Les droits d'ajustement sont actuellement appliqués sur une base semestrielle et non sur une base annuelle, comme c'était le cas avant 1995. Cette modification s'explique par le fait qu'une période plus courte permet de mieux tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique. Le raccourcissement de la période est raisonnable pour une autre raison: lorsque l'application d'un droit d'ajustement devient inutile par suite d'un changement dans la conjoncture, il est possible de supprimer ce droit plus rapidement.

En général, les renseignements sur les droits d'ajustement sont rendus publics un mois avant leur annonce officielle au cours du processus d'établissement du consensus. Il est préférable de percevoir les droits d'ajustement pendant une période précise qui peut cependant être prolongée lorsque le but recherché n'est pas atteint. Dans ce cas, les droits sont progressivement abaissés pour inciter les producteurs à l'effort.

Droits exceptionnels

64. Si un accroissement des importations d'un produit cause ou est susceptible de causer un dommage grave à la branche de production nationale qui produit des produits similaires ou directement concurrents, les autorités douanières peuvent surseoir à l'exécution de leurs obligations au titre de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, suspendre les concessions tarifaires et imposer un droit dit exceptionnel conformément à cet accord dans les limites nécessaires pour prévenir ou réparer ce dommage ou pour promouvoir des ajustements (Loi douanière modifiée du 6 décembre 1995, entrée en vigueur le 1er juillet 1996).

Avant la modification de la Loi douanière (le 6 décembre 1995), des droits exceptionnels pouvaient être imposés à un taux équivalant à la différence entre les prix intérieurs et les prix à l'étranger si un accroissement des importations d'un produit causait ou risquait de causer un dommage grave à la branche de production nationale. En vertu de la Loi douanière dans sa version antérieure à 1995, des droits exceptionnels étaient appliqués à trois produits jusqu'au 30 juin 1993. Depuis lors, il n'a plus été appliqué de droits de ce type.

L'application de droits exceptionnels est subordonnée à une enquête et à une décision de la Commission coréenne du commerce établissant qu'un dommage grave est causé à la branche de production nationale. Par contre, l'application de droits d'ajustement n'est pas soumise à cette condition.

Contingents tarifaires

65. Le système de contingents tarifaires a pour objet de stabiliser le marché intérieur des produits de base. Dans le système actuel, les droits de douane peuvent être ajustés pour un volume déterminé d'importations dans les limites du taux général majoré ou minoré de 40 pour cent. Toutefois, dans le cas des produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la mer et de l'élevage, les droits peuvent atteindre un niveau calculé par addition au taux général d'un taux correspondant à l'écart entre les prix intérieurs et les prix à l'étranger des mêmes produits ou de leurs substituts. En décembre 1995, des droits inférieurs aux droits généraux s'appliquaient à 46 produits. Seules les bananes étaient frappées d'un droit supérieur au droit général.

Droits de rétorsion

66. Si un pays étranger, par ses pratiques commerciales, porte atteinte aux intérêts commerciaux de la Corée, notamment en lui déniaient en totalité ou en partie les droits accordés par des accords douaniers ou commerciaux internationaux ou bilatéraux, ou en adoptant contre la Corée des mesures déraisonnables ou discriminatoires, des droits de rétorsion peuvent être appliqués. Leur taux est proportionnel au dommage causé. Des droits de rétorsion ne peuvent être imposés qu'en vertu d'un décret présidentiel, mais il n'en a pas encore été appliqué à ce jour.

5) Système de réductions et d'exemptions tarifaires

67. La Corée a recouru au système de réductions et d'exemptions tarifaires dans un nombre limité de cas, lorsqu'il était difficile d'appliquer des droits généraux en raison de la politique industrielle, d'objectifs socio-culturels ou de la pratique internationale en la matière. Depuis 1992, ce système n'a pas subi de modification fondamentale.

La Corée prévoit de réorienter le système de réductions et d'exemptions tarifaires dans le sens de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Autrement dit, elle n'aidera plus des branches déterminées, mais axera son action sur la recherche-développement, la lutte contre la pollution, la prévention de la pollution de l'environnement, etc.

Depuis 1996, des réductions tarifaires visant à aider des branches de production spécifiques ne s'appliquent qu'aux pièces détachées d'avions; elles doivent être supprimées d'ici à la fin de 1997. En outre, les réductions non spécifiques appliquées aux fins de l'automatisation des entreprises, du soutien aux technologies de pointe, etc., seront supprimées d'ici à la fin de 1997.

Les réductions et exemptions tarifaires accordées à l'industrie s'appliquent aux produits issus de l'industrie de la défense, aux pièces détachées d'avions, aux produits résultant de la recherche-développement, aux produits destinés à l'automatisation des entreprises, etc. Celles qui sont accordées à des fins sociales visent les produits destinés aux handicapés, à la lutte contre la pollution,

au recyclage, etc. Celles qui sont accordées à des fins culturelles visent les produits destinés à promouvoir la culture, etc.

c) Mesures non tarifaires

68. J'en viens maintenant aux mesures non tarifaires appliquées par la Corée, qui ont souvent été décrites comme une source de préoccupation par les Membres. A cet égard, ces mesures ont pour objet d'assurer la sécurité des consommateurs, la santé publique, la protection de l'environnement, etc. Toutefois, le gouvernement coréen les a mises en oeuvre, et continuera à le faire, conformément aux règles de l'OMC et, autant que possible, selon les normes internationales reconnues.

Formalités de dédouanement

69. S'agissant du dédouanement, le gouvernement coréen a révisé en décembre 1995 la Loi douanière et son décret d'application afin de simplifier les procédures de dédouanement. Auparavant, les importateurs devaient généralement attendre, pour déposer une demande auprès des services des douanes, que les marchandises aient été placées en entrepôt sous douane et ils devaient acquitter les droits avant d'obtenir un permis d'importation. Dans le système révisé, les prescriptions concernant le permis d'importation sont remplacées par une procédure de déclaration plus expéditive, l'obligation de placer les marchandises dans un entrepôt sous douane pendant la durée de la procédure est supprimée, le système de paiement avant dédouanement est remplacé par un système de paiement après dédouanement; enfin, il est permis de déposer les déclarations en douane avant l'arrivée des marchandises si celles-ci ont besoin d'être dédouanées rapidement. Le système d'échange électronique de données fonctionne depuis juillet 1996 et permet d'accélérer les procédures. Les importateurs peuvent faire une déclaration d'importation par ordinateur, sans se rendre au bureau de douane. Dans le système révisé, la durée pendant laquelle les importations restent dans le port d'arrivée a été ramenée de 15 jours en moyenne à deux ou trois jours.

Licences d'importation

70. S'agissant des licences d'importation, environ 3 100 produits sur 10 859 au niveau des positions à dix chiffres du SH sont soumis à homologation ou à vérification de conformité au moment de l'importation. La plupart de ces produits sont réglementés par les 49 lois énumérées dans le Recueil des avis publics. En 1997, la Corée a l'intention de transformer son régime actuel de licences d'importation en le fondant non plus sur une liste positive mais sur une liste négative. Le régime de licences automatiques - actuellement obligatoire pour la plupart des importations - sera supprimé, mais le régime non automatique sera maintenu pour un nombre limité de produits jugés sensibles pour des raisons de sécurité nationale, de protection de l'environnement et de santé publique.

Règles et marques d'origine

71. Le système de marquage de l'origine, adopté en juillet 1991, a pour but d'assurer un marché ordonné et de protéger les consommateurs en leur fournissant des renseignements exacts sur les produits. Il est appliqué aux importations de manière non discriminatoire conformément à l'article IX du GATT de 1994. La Corée ne fait aucune discrimination contre quelque pays que ce soit, et procède au marquage de l'origine selon le principe du traitement NPF. Le système est actuellement obligatoire pour 678 produits au niveau des positions à quatre chiffres du SH, contre 530 produits en 1992. Une telle augmentation était nécessaire pour protéger les consommateurs contre le phénomène croissant des produits importés de mauvaise qualité qui portent des marques d'origine contrefaites, en particulier les produits agricoles de plus en plus nombreux provenant d'un certain pays. Dans tous les cas, la Corée appliquera son système de marquage de l'origine conformément au principe énoncé à l'article IX du GATT de 1994,

qui dispose que le commerce ne devrait pas être freiné de manière excessive. A cette fin, le gouvernement a l'intention de réexaminer le système actuel d'ici à la fin de l'année.

Teneur en éléments d'origine nationale

72. S'agissant des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, la Corée n'applique aucune politique visant à encourager ou à obliger des acheteurs à choisir des biens ou des services d'origine nationale plutôt que des biens ou services importés, ou à faire garantir une teneur minimale en éléments d'origine nationale. Elle ne subordonne pas l'octroi de ressources à l'obligation d'utiliser des biens ou services coréens.

Normalisation, essais et inspection

73. Les normes nationales en Corée sont les Normes industrielles coréennes (KS), qui sont des normes volontaires. Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie est chargé de leur application. Les normes établies par d'autres niveaux de pouvoirs publics sont plutôt des règlements techniques qui, quant à eux, sont fondés sur l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Presque tous les pays du monde ont de semblables réglementations. Par ailleurs, depuis 1995, le gouvernement coréen a adopté de nombreuses mesures pour réduire le délai d'inspection des produits alimentaires, et il fera le nécessaire pour aligner le système coréen sur les normes d'essai internationales appliquées aux produits alimentaires. En particulier, un programme d'échantillonnage aléatoire sera mis en place cette année.

Eco-étiquetage

74. Une organisation privée, l'Association coréenne pour l'éco-étiquetage, a été créée en juin 1994 pour faciliter la mise en oeuvre du programme d'éco-étiquetage, à la suite des arrangements provisoires intervenus entre 1992 et 1994. Le Comité pour l'éco-étiquetage, le Sous-comité technique et le Secrétariat sont les principaux organes chargés de la gestion de ce programme. A la fin de 1995, 198 produits relevant de 33 catégories de produits fabriqués par 110 entreprises étaient autorisés à porter l'étiquette écologique (Eco-Mark). Les procédures d'attribution existantes ne comportent jusqu'ici aucune règle permettant de faire appel à des apports de l'étranger, y compris à des entreprises étrangères. Toutefois, le programme d'éco-étiquetage coréen est encore figé et l'accent sera mis sur le renforcement de la transparence dans le choix des groupes de produits et la procédure d'attribution qu'aucune entreprise étrangère n'a d'ailleurs jamais mise en cause. En outre, la question même de savoir si l'éco-étiquetage est visé par les dispositions relatives aux obstacles techniques au commerce fait l'objet d'un débat au sein du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC. La Corée arrêtera sa position à ce sujet une fois que le Comité ou un Groupe spécial constitué en vue du règlement d'un différend aura rendu une décision à cet égard. La Corée note également qu'à ce jour seulement un Membre de l'OMC a notifié son programme d'éco-étiquetage à l'OMC.

Conditions relatives aux marchés publics

75. Concernant les conditions relatives aux marchés publics, les marchés de matériaux et de construction devraient être fondés sur des appels d'offres ouverts. Les procédures d'appel d'offres restreint appliquées par la Corée satisfont à toutes les conditions de l'Accord de l'OMC. Pour que les marchés soient passés à temps, le gouvernement publie en début d'année un plan d'achats à court ou à moyen terme. Les appels d'offres ouverts y sont privilégiés. Actuellement, les achats de matériaux étrangers se font auprès de fournisseurs dans le monde entier.

III. ADPIC, MIC, politique industrielle et politique en matière de concurrence

76. Le gouvernement coréen s'est constamment montré déterminé à améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle. Une protection appropriée de ces droits est considérée comme essentielle à notre développement économique et nécessaire pour encourager les innovations techniques et un échange actif de technologies avec les pays étrangers. Mon gouvernement a pris, avant et immédiatement après l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC, une série de mesures législatives visant à rendre aussi rapidement que possible ses lois pleinement conformes à l'Accord sur les ADPIC. La Corée a renoncé à appliquer le délai de mise en oeuvre plus long prévu dans l'Accord. Sans préjudice des droits qu'elle tient de l'Accord, elle s'efforce volontairement d'en accélérer la mise en oeuvre. Cette initiative n'est pas dictée par l'obligation qui lui incombe en vertu de celui-ci, mais par les besoins de sa propre politique.

77. Durée de la protection des brevets accordés avant la création de l'OMC:

- La nouvelle Loi sur les brevets, que le gouvernement a modifiée afin de prendre en compte les dispositions relatives aux ADPIC et qui est entrée en vigueur le 1er juillet dernier, prévoit une période de protection de 20 ans à compter de la date des demandes de brevets encore valides ou en instance à la date ou après la date de l'entrée en vigueur de la loi. Autrement dit, la période de protection de 20 ans accordée à partir de la date de la demande est conforme à la disposition pertinente de l'Accord sur les ADPIC.

78. Tribunal des brevets:

- Le tribunal coréen des brevets sera créé d'ici au 1er mars 1998.
- Il fonctionnera en tant que tribunal d'appel relevant de la Cour suprême. Il sera saisi des affaires relatives à des droits de propriété industrielle en cas de recours contre une décision de l'Office coréen de la propriété industrielle.

79. Mesures à la frontière pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle:

- Le gouvernement a modifié la Loi douanière en 1994 afin d'y intégrer les procédures d'application de mesures à la frontière prévues à l'article 3, Partie III, de l'Accord sur les ADPIC.
- La Loi et son décret d'application définissent des mesures et des procédures spécifiques visant à empêcher l'importation ou l'exportation de marchandises qui portent atteinte à des marques de fabrique ou de commerce ou à des droits d'auteur. Ces dispositions sont pleinement conformes à celles de l'Accord sur les ADPIC.

80. Limitation de la participation étrangère

Le plafond a déjà été relevé de 15 à 18 pour cent en avril 1996 et passera à 20 pour cent en octobre. Il sera entièrement supprimé en l'an 2000.

81. Plan de libéralisation de l'investissement étranger direct

Selon le Plan de libéralisation de l'investissement étranger direct, annoncé en mai 1996, 47 des 81 secteurs soumis à restriction seront, en totalité ou en partie, graduellement ouverts entre le 1er janvier 1997 et l'an 2000. En 1997, 28 catégories d'activités seront pleinement ou partiellement ouvertes.

	97,1	98,1	99,1	200,1	Total	Secteurs soumis à restriction	
Libéralisation							
- totale	27	4	6	-	37	Restriction totale	18
- partielle	1	7	-	2	20	Restriction partielle	26
total	28	11	6	2	47		

82. En 1997, 28 catégories d'activités seront ouvertes:

- Secteur primaire: vente de céréales au détail, vente de céréales en gros, fabrication d'amidon et de produits à base d'amidon.
- Services financiers: sociétés de crédit mutuel, autres activités d'intermédiation financière, autres activités auxiliaires de l'intermédiation financière (partiellement libéralisées).
- Secteur des transports: services de manutention de fret aérien et terrestre, services d'escale pour les aéronefs, transports urbains par autobus.
- Secteur de la communication et de la culture: écoles de formation professionnelle, écoles de formation préliminaire, vente au détail d'objets d'art et d'antiquités, impression offset, impression commerciale au moyen de plaques de papier stencil ou de plaques similaires.
- Services divers: bureaux et services de placement, services d'enquête, services de sécurité et de gardiennage.
- Fabrication d'explosifs et de produits pyrotechniques.

83. S'agissant du rôle et de l'acceptation des sociétés de négoce général, un projet de loi portant modification de la Loi sur le commerce extérieur et prévoyant la suppression d'ici au 1er juillet 1997 des dispositions relatives à la limitation de l'entrée de ces sociétés est actuellement à l'étude.

84. Politique en matière de concurrence

La politique de promotion de la concurrence a pris de l'importance en raison du rythme rapide de la mondialisation durant la période postérieure au Cycle d'Uruguay. En conséquence, la Commission coréenne des pratiques commerciales loyales a acquis un statut et un rôle de rang ministériel. La Commission procède cette année à la révision de la Loi sur les pratiques commerciales loyales pour être en mesure d'assumer son rôle consultatif de manière plus efficace et de participer activement aux consultations internationales sur l'harmonisation des politiques en matière de concurrence.

85. Les principaux critères qui s'appliquent dans le cas de l'examen des actes abusifs des entreprises qui dominent le marché sont les suivants:

- Hausse substantielle ou baisse seulement légère du prix de marchandises ou de services sur une longue période et sans raison valable, alors que l'offre et la demande de ces marchandises ou services ou le coût de leur fourniture accusent des fluctuations.

- Forte réduction de la production ou du volume des ventes et accroissement de stocks de certaines marchandises sans raison valable eu égard aux tendances récentes.
- Opposition d'obstacles à l'achat par d'autres entreprises des matières premières nécessaires à la production de certaines marchandises en procédant sans raison valable à des achats massifs de matières premières ou en contraignant ou en persuadant un fournisseur de matières premières de ne pas en vendre à d'autres entreprises.
- Opposition d'obstacles à l'activité d'une entreprise concurrente en faisant une déclaration diffamatoire ou calomnieuse contre cette entreprise sur la foi de renseignements inexacts ou douteux.

86. Aucune entreprise appartenant à l'un des grands conglomérats nationaux (chaebols) ne doit agir de telle manière que l'encours total des garanties de dettes consenties à ses sociétés affiliées dépasse 200 pour cent des fonds propres de l'entreprise.

- Par suite de cette mesure, le ratio moyen entre les garanties de dettes croisées des chaebols et leurs capitaux propres est tombé de 342,4 pour cent en 1993 à 55,9 pour cent en 1996, ce qui témoigne d'une réduction de la concentration du pouvoir économique.

87. La Loi sur les pratiques commerciales loyales ne contient aucune disposition spéciale visant à empêcher le trucage des soumissions dans les procédures d'adjudication de projets ou de marchés publics. De telles pratiques peuvent cependant être surveillées grâce à la collecte de renseignements de tous types auprès des organismes publics chargés de la vérification, des poursuites, etc.

88. Aucune entreprise produisant ou vendant un produit ne peut appliquer des prix de vente imposés en vertu de la Loi sur les pratiques commerciales loyales. Les dispositions pertinentes ne s'appliquent pas aux publications définies dans la Loi sur le droit d'auteur et aux produits remplissant des conditions particulières et que la Commission des pratiques commerciales loyales a désignés à l'avance comme pouvant faire l'objet de prix de vente imposés. Toutefois, la Commission n'a à ce jour désigné aucun produit.

89. Aucune entreprise n'est autorisée à conclure un accord ou un arrangement quelconque avec une autre entreprise en vue de commettre conjointement des actes qui limitent substantiellement la concurrence dans un domaine commercial donné. Echappent à cette interdiction les actes autorisés par la Commission des pratiques commerciales loyales en vertu d'un décret présidentiel dans le but de rationaliser une branche d'activité, d'encourager le développement de la recherche et des technologies, de surmonter une dépression économique, de promouvoir la restructuration de l'industrie, etc. La Commission n'a pas autorisé de tels actes à ce jour.

90. S'agissant de la répartition des compétences entre la Commission coréenne des pratiques commerciales loyales et le tribunal, si un acte de collaboration déloyale viole les dispositions relatives à la lutte contre les cartels, la Commission peut dans un premier temps imposer une surtaxe ne dépassant pas 5 pour cent des recettes de vente enregistrées entre le début et la fin de la période couverte par l'infraction. Toutefois, si une entreprise refuse d'obtempérer à un ordre de la Commission lui enjoignant de mettre fin à l'acte délictueux, elle est passible d'une amende pouvant atteindre 200 millions de won et ses représentants peuvent être emprisonnés pour une période allant jusqu'à trois ans.

91. Les entreprises estimant que leur comportement est raisonnable peuvent assister à une audience de la Commission afin de présenter leur point de vue ou des pièces nécessaires. Celle-ci, composée de sept commissaires parmi lesquels des avocats et des économistes, rend une décision sans appel.

Des actions en justice visant à contester des mesures adoptées par la Commission en vertu de la loi peuvent être engagées dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle la partie concernée est avisée de la décision de la Commission.

IV. Questions sectorielles

a) Agriculture

92. Comme il a été mentionné hier, le secteur agricole coréen est toujours en transition. Dominé par la production de riz, ce secteur se caractérise par de petites exploitations, d'une superficie moyenne de 1,3 ha environ, et souffre d'une faible productivité et d'une infrastructure sous-développée. Il est donc inévitable que les prix des produits agricoles coréens soient plus élevés que ceux d'autres pays exportateurs de produits agricoles.

93. De ce fait, le gouvernement a choisi d'intervenir massivement dans ce secteur, notamment en soutenant les prix et en restreignant les importations au moyen, entre autres, de droits de douane élevés, de contingents et d'autres mesures.

94. Cependant, avec l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, le gouvernement a mis en oeuvre une vaste réforme, adoptant une politique davantage orientée vers le marché. En renforçant l'efficacité et la compétitivité et en mettant l'accent sur les ajustements et les améliorations structurels à long terme, il espère recourir moins souvent aux traditionnelles mesures de soutien des prix et ainsi atténuer les craintes exprimées par les autres Membres de l'OMC.

95. Un certain nombre d'actions, telles que la mécanisation et l'agrandissement des exploitations agricoles, ainsi que le soutien apporté aux jeunes agriculteurs et l'accroissement des exportations, visent actuellement à favoriser la compétitivité de l'agriculture coréenne.

96. Le gouvernement coréen continuera de faire tous les efforts voulus pour rendre son secteur agricole plus compétitif et plus efficace. Evidemment, nous nous acquitterons fidèlement de nos engagements envers l'OMC dans le cadre de l'Accord existant.

Engagements concernant l'accès actuel et minimum

97. En général, le gouvernement coréen a fidèlement mis en oeuvre les engagements contractés dans le cadre de l'OMC. Pour preuve, les contingents d'importation de 149 produits de base sur les 190 qui figuraient dans la Liste de la Corée ont été entièrement utilisés en 1995. En volume, cela représente environ 90 pour cent des produits. Plus précisément, sur les 67 produits (groupes de produits), les contingents ont été remplis au niveau des engagements ou à un niveau supérieur pour 48 produits, et ils l'ont été à 80 pour cent pour environ huit produits. Dans à peine onze cas moins importants, notamment les oeufs d'oiseaux et les vers à soie, les importations sont restées à plus ou moins 10 pour cent des niveaux de contingentement. De plus, le système d'adjudication semble très efficace.

98. Par ailleurs, la Corée a déjà révisé sa législation et sa réglementation relatives à l'agriculture. Dans le secteur agricole, 15 lois et règlements en tout ont été révisés depuis 1994, notamment la Loi sur la gestion des céréales vivrières et la Loi sur la protection des végétaux. La Corée continuera à ne ménager aucun effort pour mettre fidèlement en oeuvre l'Accord de l'OMC. Le gouvernement en vérifie périodiquement l'application.

Administration des contingents tarifaires

99. Sujet de discussion fréquent au sein du Comité de l'agriculture, la gestion des contingents tarifaires (opérations) présente à la fois des avantages et des inconvénients. Cependant, dans l'ensemble, les résultats obtenus en 1995 et d'autres indicateurs démontrent l'efficacité du système coréen. Quelques difficultés mineures, comme la sous-utilisation de certains contingents, sont apparues en raison des conditions défavorables du marché (c'est-à-dire du faible niveau des prix intérieurs) plutôt que du système de gestion en soi ou de l'insuffisance des renseignements ou de mesures restrictives. Mon gouvernement est déterminé à améliorer ce système et à supprimer tous les problèmes techniques qui subsistent, conformément aux préoccupations exprimées par les Membres et aux règles et à l'esprit de l'OMC.

Exceptions à la tarification autres que le riz

100. La Corée appliquera des droits de douane aux produits agricoles conformément à sa liste et aux principes de l'OMC. Dans le cas du secteur agricole, presque tous les produits figurent sur la Liste de la Corée, et seront en conséquence soumis à tarification d'ici à l'an 2004, à l'exception du riz.

Mesures de sauvegarde pour les produits libéralisés (mélanges à base de lait en poudre)

101. En Corée, des mesures de sauvegarde ont été prises pour des produits spéciaux, conformément à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

Dans le cas des mélanges à base de lait en poudre (0404.90.0000, 1901.90.0000), une rapide progression des importations a donné lieu à de graves problèmes, notamment une distorsion du commerce des produits laitiers, de fortes augmentations des stocks de lait en poudre, des importations massives de produits laitiers et une chute des prix intérieurs des bovins. Du point de vue du gouvernement coréen, le dommage grave qui en a résulté pour l'industrie laitière appelait l'application de mesures de sauvegarde.

- Importations de mélanges à base de lait en poudre: 1993 - 3 217 tm; 1994 - 15 561 tm (384 pour cent); 1995 - 28 006 tm (80 pour cent).

L'enquête concernant le dommage causé a été ouverte en mai dernier et la procédure est toujours en cours. L'adoption de mesures de sauvegarde par le gouvernement sera subordonnée à une décision de la Commission coréenne du commerce. Les pays visés n'ont observé aucun effet négatif substantiel par suite d'une mesure de ce genre. Toutefois, la Corée poursuivra ses efforts en vue de rendre ses mesures conformes aux règles et aux principes de l'OMC.

Autres questions

102. Etant donné le peu de temps dont nous disposions et le caractère technique des questions en cause, il nous a été impossible de répondre dans le détail à toutes ces questions. Toutefois, malgré d'énormes difficultés internes, la Corée a mis en place une série de réformes dans ces domaines, lesquelles se sont traduites par une amélioration importante de la célérité des procédures de dédouanement des importations. Ces progrès restent insuffisants, mais nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour raccourcir la durée du dédouanement.

Mesures sanitaires et phytosanitaires et normes en matière d'innocuité des produits alimentaires

103. Mon gouvernement attache une importance particulière à l'amélioration des règles sanitaires et phytosanitaires dans le processus de déréglementation.

En mai 1995, la Corée a établi un plan global ambitieux d'amélioration des mesures sanitaires et phytosanitaires, dont le but était de renforcer l'efficacité de l'administration compétente. Comme de nombreux représentants l'ont mentionné à la réunion d'hier, nous avons réalisé d'importants progrès à cet égard, à savoir:

- En avril 1995, nous avons instauré une procédure accélérée de dédouanement des produits agricoles périssables.
- En décembre 1995, conformément à la Convention internationale pour la protection des végétaux, nous avons adopté le concept de quarantaine phytosanitaire avec la révision de la Loi sur la protection des végétaux.
- Pour accélérer la procédure de dédouanement, nous avons révisé en août 1995 l'Ordonnance ministérielle d'application de la Loi sur l'innocuité des produits alimentaires. Parmi les changements figuraient la mise en place d'un système de dépôt des demandes avant l'arrivée et un système de reconnaissance des résultats d'essais obtenus à l'étranger. Les demandes d'inspection sanitaire peuvent maintenant être présentées cinq jours avant l'arrivée des marchandises, et les résultats des inspections ou des essais effectués par des établissements étrangers peuvent être acceptés, sous réserve d'examen par les autorités compétentes.
- La Loi sur l'innocuité des produits alimentaires elle-même a de nouveau été révisée en décembre 1995, ce qui a permis l'introduction d'un système de contre-essai dans le mécanisme existant. Lorsqu'un importateur demande qu'un contre-essai soit effectué sur la base des résultats des essais effectués par des établissements nationaux et/ou étrangers, les autorités doivent notifier leur décision à l'importateur dans les moindres délais.
- Enfin et surtout, la Corée a conçu et mis en oeuvre un plan visant à transformer d'ici à 1998 le système officiel de détermination de la durée de conservation des produits en un système déterminé par le fabricant. Nous envisageons de procéder, d'ici à la fin de l'année, aux réformes suivantes dans le domaine sanitaire et phytosanitaire.

Adoption d'un système d'échantillonnage aléatoire

104. Le gouvernement coréen va mettre en place un système d'échantillonnage obligatoire afin de renforcer l'efficacité de l'inspection et de réduire la proportion des produits soumis à des essais en laboratoire. Dans le cadre de ce système, les échantillons seront classés en deux catégories: celle des produits soumis à une surveillance et celle des produits soumis à une vérification de conformité. Les essais obligatoires en laboratoire s'appliqueront uniquement à la seconde catégorie. Seul un échantillonnage aléatoire sera effectué sur le groupe des produits soumis à une surveillance, qui comprend tous les produits non spécifiquement désignés. Il est prévu que le groupe des produits dont la conformité devra être vérifiée comprendra:

- les produits nouveaux arrivés sur le marché;
- les produits pour lesquels il existe déjà une présomption de risque sanitaire en Corée et/ou à l'étranger;
- les produits alimentaires dont les producteurs avaient précédemment commis des infractions;

- les produits relevant de la catégorie des suppléments pour la santé et des produits à base de ginseng;
- les produits pour lesquels des problèmes ont été constatés pendant les essais ou la surveillance après commercialisation.

Ce système d'échantillonnage aléatoire doit être mis en oeuvre dès le 1er octobre 1996 avec la révision du règlement ministériel d'application de la Loi sur l'innocuité des produits alimentaires.

Abrogation des prescriptions relatives à la fumigation antiparasitaire

105. Après avoir adopté le concept de quarantaine phytosanitaire en décembre 1995, le gouvernement coréen établit actuellement une liste spécifique de parasites faisant l'objet de mesures de quarantaine en se fondant sur une analyse conforme à la Convention internationale pour la protection des végétaux. Cette liste sera publiée dans le règlement ministériel d'application de la Loi sur la protection des végétaux. Les prescriptions relatives à cette mise en quarantaine doivent être abrogées le 7 décembre 1996 avec l'entrée en vigueur de la Loi révisée sur la protection des végétaux.

Abrogation des prescriptions relatives au triage obligatoire des produits agricoles avariés

106. Il était prévu de supprimer le 1er octobre 1996 l'obligation de trier les produits agricoles avariés aux fins de l'inspection sanitaire. Le projet de révision du Règlement ministériel d'application de la Loi sur l'innocuité des produits alimentaires a déjà été publié pour que le public puisse présenter ses observations. Les prescriptions relatives au triage des produits à des fins de quarantaine doivent également être abrogées le 7 décembre 1996, avec l'entrée en vigueur de la Loi révisée sur la protection des végétaux.

Amélioration concernant l'obligation d'indiquer le pourcentage de tous les ingrédients

107. Le gouvernement coréen demande actuellement aux importateurs de produits alimentaires d'indiquer, avec leur pourcentage, tous les ingrédients entrant dans la composition de ces produits. Bien que cette disposition ait pour objet de permettre de distinguer les produits et de déterminer lesquels seront exemptés des essais en laboratoire, il était prévu de la modifier le 1er octobre 1996 dans le cadre de la révision du Règlement ministériel d'application de la Loi sur l'innocuité des produits alimentaires. Dans le nouveau système qui est envisagé, il sera encore nécessaire d'indiquer le pourcentage du principal ingrédient, mais pour les autres seul le nom devra être mentionné. Ces indications minimales sont jugées indispensables pour confirmer et identifier la catégorie des produits.

108. Permettez-moi de vous rappeler que la Corée a pleinement reconnu le concept de zone exempte de maladies. S'agissant du cas particulier de la mouche méditerranéenne des fruits de Californie, je tiens à informer la délégation américaine que les autorités de mon pays sont disposées à étudier le rapport global sur l'éradication de cette mouche.

109. S'agissant des questions spécifiques posées dans le questionnaire des Etats-Unis, certains des renseignements demandés ont déjà été présentés lors de la réunion du 25 mai du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires. Par la suite, en juin, nous avons demandé que certaines questions soient précisées. Il serait utile que la délégation américaine nous fournisse ces précisions avant que nous puissions répondre de façon plus définitive aux questions spécifiques.

Avant de terminer cette partie de mon exposé, permettez-moi de relever que nombre des concepts de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires doivent encore être définis et que des normes internationales doivent encore être élaborées. Malgré ces incertitudes, la Corée a modifié

ses prescriptions concernant la durée de conservation des produits et les procédures de dédouanement des importations.

Déréglementation du secteur de la viande bovine

110. Dans le secteur de la viande bovine, plusieurs règlements seront assouplis ou supprimés conformément à la liste concernant l'ouverture du marché convenue lors du Cycle d'Uruguay. Comme elle l'a indiqué dans sa liste, la Corée appliquera jusqu'en l'an 2000 des restrictions quantitatives à l'importation de viande bovine. À partir de 2001, les importations de viande bovine seront assujetties uniquement à des droits de douane. Par conséquent, un grand nombre de règles et réglementations connexes seront révisées et supprimées conformément aux Accords de l'OMC.

Conditions applicables aux produits non comestibles comme la laine

111. S'agissant de la quarantaine vétérinaire, les matières comestibles et non comestibles doivent être inspectées. La Corée exige des certificats vétérinaires conformément au Code de l'Office international des épizooties (Code international de la santé animale, article 1.5.2.6 et partie 5, modèle de certificat). Le même genre d'inspection est également effectué dans de nombreux autres pays.

Toutefois, dans le cas de la laine, le certificat n'est pas exigé si les importations proviennent de pays exempts de maladies (sur autorisation du gouvernement coréen) et satisfont à certaines prescriptions (par exemple s'il n'y a aucun risque de maladies infectieuses). Quant aux produits à l'état brut (par exemple la laine en suint), ils sont soumis à la certification vétérinaire.

Interdiction concernant la viande de gibier

112. Dans le cas de la viande de gibier, il est très difficile de vérifier si les produits sont conformes aux prescriptions sanitaires. En effet, cette catégorie de viande n'est pas traditionnellement utilisée comme denrée alimentaire en Corée et, de ce fait, ne figure pas dans la Loi sur l'innocuité des produits alimentaires.

En outre, certaines autres viandes de gibier (kangourou, crocodile, singe, etc.) ne sont pas classées comme denrées alimentaires en Corée. Le concept de viande de gibier n'existe pas encore véritablement en Corée (cette question sera débattue en détail au sein du Ministère de la santé et de la protection sociale). Toutefois, si de tels produits sont conformes aux normes internationales (par exemple au Codex) et si les pays exportateurs présentent des données concernant les prescriptions sanitaires, nous considérons ces produits comme des denrées alimentaires.

b) Pêche

113. La Corée ne s'est pas engagée à abaisser les droits de douane sur les produits de la pêche dans quelque délai que ce soit.

La libéralisation sera progressive selon le plan de libéralisation coréen. D'ici à la fin de la présente année, 18 produits de la pêche seront entièrement libéralisés, suivis de 30 autres avant la fin de 1997.

c) Services

114. En ce qui concerne la présence commerciale dans le secteur des services, la Corée a imposé à l'investissement étranger de portefeuille des restrictions limitant la participation de chaque investisseur

étranger à 3 pour cent du capital d'une entreprise et à 10 pour cent du total des investissements étrangers par entreprise.

Dans le cadre de la poursuite de la libéralisation, le plafond des investissements étrangers de portefeuille sera, à compter du 1er octobre 1996, progressivement porté à 5 pour cent par investisseur et à 20 pour cent par entreprise.

115. Outre cette mesure de libéralisation importante, nous en avons adopté unilatéralement d'autres dans plusieurs secteurs spécifiques.

- Dans le secteur des services financiers, le gouvernement coréen est fermement résolu à mettre en oeuvre toutes les concessions accordées en 1995 lors des négociations concernant ce secteur.
- Dans le secteur des transports maritimes, malgré la regrettable suspension des négociations, la Corée non seulement maintient l'offre qu'elle avait faite dans le cadre du Cycle d'Uruguay, mais envisage également de ramener de huit à trois (charbon, fer et gaz liquéfié) d'ici à la fin de l'année le nombre des produits visés par le système de préférence de pavillon.
- Dans le secteur des télécommunications, le marché des services de télécommunication à valeur ajoutée est entièrement ouvert depuis janvier 1995. Les services de télécommunication de base seront libéralisés progressivement à partir de janvier 1998, conformément aux résultats obtenus dans le cadre du Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC. Le projet de liste d'engagements au titre de l'AGCS, qui est très différent du *statu quo*, concerne divers services de télécommunication, notamment le service international et les services de télécommunication par satellite. Le plafond de la participation étrangère dans les services téléphoniques sera relevé de zéro à 33 pour cent et le critère des besoins économiques ne sera pas appliqué. Selon ce régime, un étranger pourra être président ou membre d'un conseil d'administration. La revente de services de télécommunication de base sera autorisée.

Toutefois, la revente de services téléphoniques vocaux ne sera autorisée qu'à partir de 2001. Ce délai traduit la priorité accordée, dans la politique coréenne en matière de télécommunication, à la mise en place rapide d'un réseau faisant appel à des installations afin de construire l'infrastructure nationale.

116. S'agissant des services professionnels, nous avons aussi honoré pleinement nos engagements. La Corée a en effet révisé ses lois pertinentes afin d'autoriser les architectes étrangers à offrir, à compter du 1er janvier 1996, leurs services dans le cadre de contrats établis en commun avec des architectes agréés en vertu de la loi coréenne, conformément aux engagements additionnels contenus dans la Liste de la Corée. En outre, les prescriptions concernant la nationalité applicables aux comptables-fiscalistes ont été abrogées.